

INFORMATIONS

C

Correspondance

O

UVRIERES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 99 - NOVEMBRE 1970

SOMMAIRE

La hiérarchie, une juste conception	1
Une vague de grèves sauvages en Hollande	2
Belgique	4
Italie	5
Canada	8
U. S. A.	9
Suisse	12
Les travailleurs dans la vie quotidienne	14
Nationalisme et socialisme	23

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Suite aux rencontres nationales et aux discussions abordées dans les éditoriaux d'I.C.O. en 1970, le journal mensuel sera désormais consacré aux luttes en France et dans le Monde (essentiellement les luttes des travailleurs sur les lieux de production).

Un débat théorique avec les groupes qui axent leur travail sur la lutte au niveau de la vie quotidienne (Archinoir, A.E.I.S., etc...) est amorcé et pris en charge par les camarades de Montpellier.

Ce débat fera donc l'objet de numéros spéciaux.

Qui est l'auteur de cette déclaration ?

LA HIÉRARCHIE UNE JUSTE CONCEPTION

« Nous rejetons catégoriquement les arguments de ceux qui s'attaquent à la hiérarchie et prétendent qu'en prenant aux uns, on améliorerait la situation des défavorisés.

Nous pensons effectivement que ceux-ci doivent bénéficier d'un relèvement important, mais il doit être réalisé par une remontée dans la grille hiérarchique et une valeur du point unique garantissant un salaire permettant de vivre normalement au plus bas de l'échelle.

Les qualités physiques et intellectuelles : connaissances, expérience, responsabilité (commandement ou technique), nécessaires pour exécuter chaque travail sont différentes. Il y a une graduation, donc une hiérarchie. Il doit en être de même pour la rémunération.

Ajoutons que cette notion de la hiérarchie est le stimulant indispensable pour l'accroissement des connaissances, donc le progrès, alors que l'égalitarisme est synonyme de régression technique et sociale.

Les attaques anti-hiérarchie préconisent un tassement de celle-ci vers le bas. C'est d'ailleurs la tendance actuelle.

Nous pensons, au contraire que l'évolution technique et scientifique amène un niveau de connaissances qui grandit plus vite dans le bas de l'échelle (prolongation de la scolarité), cela est vrai aussi bien à l'atelier qu'au bureau avec l'utilisation des machines, instruments de plus en plus complexes.

Le glissement de la hiérarchie doit donc se réaliser vers le haut pour la remontée des bas coefficients en particulier. »

DE QUI EST-CE ?

Chaban Delmas à Bordeaux, André Malterre au Congrès de la C.G.C., le cardinal Marty archevêque de Paris, Jean Reboud président de Scklumberger à la télé en dialoguant avec Descamps, le centre des Jeunes Patrons, la C.G.T., Huvelin président du C.N.P.F. ? La réponse est dans la rubrique sur la vie quotidienne des travailleurs.

Une vague de grèves sauvages en Hollande

Ce texte complète celui publié dans le n° 97-98 d'I.C.O.

Dressons d'abord un résumé des événements qui se sont déroulés entre le 25 août et la fin septembre.

La grève a commencé à ROTTERDAM où les ouvriers de WILTONFIJENOORD se mettent en grève, suivis de ceux de R.D.M. et de NIEWE WATERWEG le 25 août. Les syndicats signent immédiatement avec la direction des chantiers un accord pour l'augmentation de 150 florins étalée sur quatre mois. Mais cet accord n'est pas accepté par la base. Les grèves s'étendent alors le 28 août dans toute la métallurgie de ROTTERDAM et dans le port. Les syndicats reconnaissent alors la grève et entament aussitôt de nouveaux pourparlers, mais cette fois dans la métallurgie où ils acceptent une augmentation unique de 400 florins (1 florin vaut 150 A.F., 400 florins = 60.000 A.F.). A nouveau cet accord n'est pas accepté par la base. Les dockers d'AMSTERDAM, puis les marins des remorqueurs de ROTTERDAM, se mettent également en grève, par solidarité ; aussitôt les syndicats et les patrons accordent l'augmentation de 400 florins à ceux qui se sont mis en grève ; cet accord est également rejeté, mais les dockers d'AMSTERDAM reprennent le travail le 2 septembre. A ROTTERDAM, les dockers manifestent devant l'immeuble des syndicats. Les dirigeants syndicaux s'enferment dans leurs bureaux. Le rôle décisif de ces événements est joué par un comité de grève, ARBEIDERSMACHT (Force des Ouvriers) composé de dockers et de leurs femmes, mais sous influence maoïste. Devant l'ampleur du mouvement les syndicats posent comme revendication 400 florins pour tous les ouvriers hollandais. Un second comité de grève, composé de représentants de toutes les entreprises, est alors formé le 4 septembre : ses leaders sont des membres du P.C. et leur but est de rétablir la liaison entre les travailleurs et les syndicats. Le 4 septembre, des grèves commencent dans le trust AKZO qui n'accorde qu'une augmentation de 200 florins. Tous les éléments politiques se mêlent à la lutte. Dans des entreprises où le travail avait plus ou moins repris, les grévistes réussissent à étendre de nouveau la grève ; les grèves s'étendent également dans le bâtiment où elles sont immédiatement reconnues par le syndicat, et elles s'étendent en une semaine dans toute la Hollande. Le 14 septembre, les patrons décident d'accorder 100 florins à ceux qui continuent à travailler, mais la grève ne cesse pas pour autant. Le soir même du jour où cette mesure est annoncée, les syndicats signent un nouvel accord qui donne 200 florins pour paiement de jours de grève et de diverses primes, et la promesse d'autres améliorations d'ici le 1er novembre. Les dockers reprennent alors le travail comme le leur demande le deuxième comité de grève. Mais le 14 septembre la grève a éclaté chez Philips et elle s'est étendue rapidement (plus de 20.000 grévistes) ; la direction doit donner 400 florins comme dans toutes les autres branches d'industrie ; d'autres grèves éclatent encore à ce moment dans les trusts AKZO et UNILEVER.

Peu à peu, on apprend de sources diverses et par des journaux locaux, que le mouvement a été encore plus étendu qu'on ne le pensait ; proportionnellement la grève a été beaucoup plus importante que celle qui a secoué le capitalisme allemand en septembre 69. Cette situation a été en partie dissimulée par les journaux nationaux, la radio et la télévision. Les ouvriers des transports municipaux de ROTTERDAM ont menacé de débrayer si la direction n'accordait pas d'augmentation ; celle-ci a cédé (en Hollande, les employés des services publics n'ont pas le droit de faire grève ; en 1955 une grève des ouvriers municipaux d'AMSTERDAM fut brisée par l'armée, et déclarée révolutionnaire par le maire d'AMSTERDAM et un tribunal de la ville). Des débrayages furent signalés dans des entreprises de presse.

Les syndicats ont eu de grandes difficultés à contrôler les grèves officielles qu'ils avaient déclenchées pour obtenir les 400 florins. Par exemple, chez Philips,

à STADSKANAAL (province de GRONINGER) un gréviste non syndiqué voulut prendre le micro, mais un leader syndical le lui retira sous les huées de 2.000 ouvriers. Des incidents semblables eurent lieu chez ENKA à EMMEN (province de DRENTE). Dans ces usines des comités d'action furent formés par la base contre les syndicats pour obtenir le paiement des journées de grève pour les non syndiqués

Dans les deux usines de carton de OUDE PEKELA, les ouvriers se sont mis en grève après que les syndicats et les patrons eurent conclu un accord qui donnait 200 florins immédiatement, et 200 florins en mars 71. Le leader communiste FRE MEIS et le comité de grève qu'il dominait ne voulaient pas soutenir la grève ; les patrons ont alors déclaré qu'ils retireraient la totalité des 400 florins si les ouvriers se mettaient en grève ; alors la grève fut stoppée en quelques heures.

L'ORGANISATION DE LA GREVE :

Nulle part, les leaders syndicaux n'appelèrent à la grève. Celle-ci fut déclenchée par des comités d'action et les syndicats ne donnèrent leur soutien qu'après.

Comme au LIMBOURG, il y eut deux comités de grève :

1) ARBEIDERSMACHT : au deuxième jour, formé par des ouvriers maoïstes (avec l'assistance d'étudiants maoïstes également. Ils critiquent sévèrement les syndicats et veulent une lutte dirigée par la base. Ils proposent des revendications plus élevées que celles des syndicats. Au début, ils avaient une grande influence. Mais l'origine politique du comité rendait méfiants une grande partie des ouvriers grévistes. Dès la deuxième semaine, son influence diminuait rapidement, et au début de la troisième, elle était pratiquement nulle. Cependant, leurs slogans anti-syndicaux ont ouvert les yeux de beaucoup d'ouvriers (l'attitude des syndicats eux-mêmes est bien sûr à l'origine de tout ceci). Beaucoup de dockers n'avaient plus confiance dans personne, parce que tout le monde voulait tirer un profit politique du conflit.

2) BEDRIJSCOMMISSIES : Commissions d'entreprise (ne pas confondre avec les conseils d'entreprise qui sont des comités intérieur à l'entreprise discutant avec la direction sur les petits aménagements du travail ; ce sont des organes de co-gestion en Hollande dénommés Ondernemingsraad). Les Bedrijfscommissies furent formées, après une semaine de grève par des forces favorables aux syndicats. Chaque entreprise avait deux représentants dans ces comités de grève. C'étaient surtout des membres de Ondernemingsraad et des militants du P.C. hollandais. Aucun de ces deux groupes n'était hostile au syndicalisme, mais il voulait seulement un changement démocratique du syndicat. (Quant au P.C. il faut mettre démocratique entre parenthèses bien sûr.) Ces comités restaient dans la vague. Leur seule activité consista à essayer de contacter les leaders syndicaux. La première fois, ceux-ci vinrent avec une proposition d'armistice jusqu'au 1er novembre ; les mem-

bres des Bedrijfscommissies acceptèrent, mais la base décida de continuer la grève. A ce moment les militants du P.C. prirent la direction de ces comités. Fre Meis, le leader communiste, vint participer aux discussions des comités ; Flip Schultz, autre leader des Bedrijfscommissies, annonça qu'il y avait des négociations entre syndicats et patrons pour 37.50 florins par semaine ; mais c'était une manœuvre bien digne des militants du parti œuvrant dans les syndicats. Si les directions syndicales ont accepté de négocier avec ces comités ce fut manifestement pour réduire l'importance de l'autre comité (arbeidersmacht).

Chez les grévistes, la présence de ces deux comités entraînera une grande confusion. On peut dire que l'existence et l'activité de ces deux comités eurent pour résultat d'empêcher la formation d'organisation de base de la grève. Les ouvriers ont rejeté les hommes politiques, mais ils n'ont pu éviter que les jeux de la politique s'introduisent dans la grève et la perturbent complètement. D'un autre côté, s'il n'y avait pas eu le comité d'Arbeidersmacht la grève aurait peut-être pourri beaucoup plus rapidement. Mais ce comité ne put éviter que d'autres groupes prennent la direction de la grève : les membres d'arbeidersmacht étaient des dockers, mais en réalité ce n'était pas un comité désigné par la masse des dockers. C'est la raison pour laquelle ce comité a perdu la lutte contre les leaders syndicaux. (1)

Les leaders syndicaux ont procédé comme toujours : reconnaître la grève pour mieux la briser. Ils employèrent toutes les tactiques bien connues : diffamation contre les grévistes en faisant croire que tout était le travail de Pékin ou de Moscou, que les jaunes n'osaient pas reprendre le travail, etc... ; tous les jours on pouvait lire dans les journaux que le travail avait repris. Les Bedrijfscommissies ont été pour les syndicats un instrument pour faire reprendre le travail. Mais grâce à la combativité de tous les dockers, les patrons et les syndicats durent faire des concessions pour obtenir la reprise du travail.

LA FIN DE LA GREVE A ROTTERDAM

A ROTTERDAM c'est un peu tragique. C'est là que la grève a commencé le 25 août et elle a duré pratiquement jusqu'au 15 septembre. Il y a eu beaucoup de jours de grève non payés et les grévistes n'ont obtenu que 400 florins (600 F). Et de plus, tous les cadres qui sont restés dans leurs bureaux et qui déclaraient à leurs collègues : « moi je suis contre la grève ; pensez à l'économie nationale, les maoïstes sont derrière tout

cela », eux aussi ont eu leurs 400 florins. La grève des dockers a été brisée par la faim, par les efforts unis des syndicats et du patronat, par les efforts — désunis — des groupes et syndicats politiques de gauche et d'extrême gauche. Ces groupes ont essayé de manipuler la grève dans leur propre intérêt. Les ouvriers savent maintenant que les syndicats officiels, ne se mettent pas derrière leurs luttes. Ça c'est le gain de la grève.

ROTTERDAM, CAPITALE INDUSTRIELLE DES PAYS-BAS

Au 17ème siècle, ROTTERDAM était un petit port de pêcheurs. AMSTERDAM était le plus grand port du monde. A la fin du 19ème siècle, cela changeait.

ROTTERDAM avait une liaison directe avec la mer, et avec la région de la Ruhr, en Allemagne. AMSTERDAM n'avait que des canaux, et des écluses dans les dunes. A partir de ce moment, ROTTERDAM se développa rapidement, et des milliers de fils de petits

paysans, ou des ouvriers agricoles, allèrent à ROTTERDAM, venant surtout des régions protestantes des pro-

(1) On peut faire un parallèle avec les deux comités existant dans la grève des mineurs du LIMBOURG, Force des Mineurs et le Comité Permanent (voir brochure d'I.C.O. : « L'organisation de la lutte de classe dans la grève des mineurs du Limbourg », 2 F)

vinces de ZEELAND et ZUID-HOLLAND. Leur mentalité était très différente du prolétariat d'AMSTERDAM, qui venait surtout du nord, où l'anarchiste DOMELA NIEUWENHUIS avait beaucoup d'influence. D'ailleurs à AMSTERDAM il y avait une classe ouvrière importante des anciennes industries, et un grand prolétariat juif, très radical, qui joua un rôle important dans la formation des premiers syndicats.

AMSTERDAM était toujours le centre des luttes de classe ; à ROTTERDAM, il était encore possible, il y a dix ans, au patron des chantiers navals de venir le soir ou le dimanche dans la cité ouvrière pour demander des « volontaires » pour des travaux urgents.

Une date très importante dans l'histoire de ROTTERDAM est le 14 Mai 1940. Les allemands pour briser la résistance de l'armée hollandaise, bombardèrent le centre de ROTTERDAM qui est complètement détruit. Après la guerre, la ville fut reconstruite selon la volonté des grands patrons. Le centre de ROTTERDAM est formé de grands boulevards et de gratte-ciel des sièges des grandes entreprises ; mais c'est un endroit vide, détesté par la population. ROTTERDAM est devenu un ghetto industriel. Au sud du fleuve, et dans la banlieue ouest, dans les fumées des industries pétro-chimiques, résident les ouvriers, loin des quartiers résidentiels de l'est.

Les ouvriers étaient maintenus volontairement dans la pauvreté. La reconstruction et l'extension du port primait tout et c'est seulement après qu'il était question du bien être des gens. Les grèves du port étaient brisées par l'armée et le P.C. au nom du slogan : « il faut être loyal, il faut travailler pour faire de ROTTERDAM le plus grand port du monde ». En 1963, ROTTERDAM dépassait New-York et devenait le premier port mondial. Parmi les dockers, il est fréquent d'entendre :

BELGIQUE

NOUVEAUX GROUPES D'ACTION ET PROLETARIAT

Dans la brochure « l'Organisation de la lutte de classe dans la grève du LIMBOURG », janvier-février 1970 (brochure d'I.C.O. - envoi contre 2 F), nous avons souligné l'originalité de l'ambiguïté du groupe Force des Mineurs. L'existence d'un tel noyau permanent ouvriers-étudiants posait dans *les faits* le problème des rapports d'un groupe d'entreprise et de travailleurs de l'entreprise. Déjà la tentative de relancer la grève en juin 70 (grève de 4 jours, terminée par un accord syndical) situait Force des Mineurs comme une organisation extérieure aux travailleurs, tentant de leur imposer des mots d'ordre et non de se mettre au service de leur lutte.

Ce même problème a été abordé sous une forme plus générale dans la lettre du camarade de Paris (voir I.C.O. septembre-octobre 70) une nouvelle tentative de relancer la grève dans les mines du LIMBOURG a encore une fois confirmé le caractère du groupe Force des Mineurs.

Les informations qui suivent sont empruntées à « TOUT » n° 1 (27, rue du Fbg Montmartre, Paris). Dans un bref article, il y est exposé comment le premier septembre à ZOLDER, les mineurs, « suivant le mot d'ordre de Force des Mineurs », décidèrent de se mettre en grève. La plate-forme revendicative élaborée par Force des Mineurs est la suivante :

1. 75 FB supplémentaires par jour pour tous les travailleurs (6,75 F).
2. Retraite après 25 ans de travail au fond au lieu de 30 ans.
3. Relogement des travailleurs immigrés : Marocains, Turcs, Grecs, dans des maisons de pierre.

« c'est nous qui avons fait la grandeur de ROTTERDAM, ce n'est pas le travail des patrons, il faut que nous en ayons un profit ».

ROTTERDAM connaissait une grande expansion industrielle. Il s'étendait encore avec EUROPORT et d'immenses raffineries de pétrole. Cela ajoutait encore à la pollution de l'eau et de l'air. Le nombre d'ouvriers disponibles n'est plus suffisant pour assurer l'expansion industrielle. Mais les ouvriers du reste du pays ne veulent pas venir à ROTTERDAM. La conséquence de ce manque d'ouvriers, est le développement des entreprises intérimaires, ce qui fut, pour une bonne part, à l'origine de la grève.

L'ouvrier de ROTTERDAM était toujours représenté comme un ouvrier dur et sérieux, qui ne se laissait pas distraire, et travaillait pour la grandeur de ROTTERDAM. Le seul moment où il laissait déborder son enthousiasme était lorsqu'il soutenait Feijenoord, club de foot-ball qui gagnait récemment la coupe d'Europe et la coupe du Monde. Paradoxalement, Feijenoord était un des signes que quelque chose changeait à ROTTERDAM. Quand l'équipe remporta la coupe d'Europe, ce fut la fête à ROTTERDAM, et pour la première fois, un grand nombre d'ouvriers arrivèrent en retard au travail. Autre signe : l'an passé, des comités d'action qui, jusqu'à présent, n'avaient existé qu'à AMSTERDAM apparurent tout à coup à ROTTERDAM, avec des actions pour les loyers, pour des aménagements municipaux ou contre la pollution des usines du voisinage. Il est évident que c'est la révolution industrielle qui a entraîné cette transformation dans la mentalité de la classe ouvrière de ROTTERDAM, et les luttes récentes ont montré que la lutte de classes est bien cette réalité et non la coopération des classes pour la soi-disant grandeur de ROTTERDAM.

DANS LES MINES DU LIMBOURG

4. Refus des médecins de la mine. Liberté dans le choix du médecin pour accidents et maladies.
5. Salaire minimum journalier : 600 FB en surface (54 F) et 700 FB au fond (63 F).
6. Pendant toute grève déclenchée ou non par les syndicats, versement aux syndiqués des indemnités de grève et aux non syndiqués des indemnités de chômage.
7. PAS DE PAIX SOCIALE.
8. Non à la hausse des prix et à la T.V.A. qui doit être appliquée à partir du 1er janvier 1971.

Toujours d'après la même source, la grève s'étend aux autres puits, mais elle est très inégale, puisque un nombre non précisé de mineurs continuent à travailler, que des incidents éclatent entre grévistes et non grévistes, que la police intervient à ZOLDER le 3 septembre. La grève n'aura duré que du mardi soir au jeudi matin, c'est-à-dire un peu plus d'une journée.

Un tract de Force des Mineurs déclare : « quand le comité permanent annonce la grève pour le 14 septembre, il veut faire la même chose que les syndicats : empêcher les mineurs de faire la grève ». Il est bien évident que l'on pourrait tout autant répéter la même phrase pour Force des Mineurs : « Quand Force des Mineurs annonce la grève pour le 1er septembre, il veut faire la même chose que les syndicats... ». Ainsi entre les deux groupes, le Comité Permanent, d'origine syndicale et s'appuyant sur les éléments flamands représentant la couche moyenne des mineurs, et Force des Mineurs, formé en partie d'étudiants extérieurs à la mine cherchant à s'appuyer sur les ouvriers étrangers les plus exploités de la mine, c'est une sorte de compétition pour savoir qui entraînera des troupes dans une lutte, chacun décidant de son côté par avance, des revendications et de la date de la grève.

ITALIE : un groupe italien : POTERE OPERAIO (1)

Ce texte a été rédigé d'après des documents de P.O., les déclarations de ses membres lors d'une rencontre internationale tenue cet été à Florence, et d'autres informations éparses. Il nous semble toutefois que la rigidité des positions écrites ou affirmées dissimule des divergences dont nous ne pouvons mesurer ni l'ampleur ni la profondeur. De même nous n'avons pu déterminer nettement ce qui sépare P.O. de LOTTA CONTINUA, l'autre groupe issu du Mai rampant italien ; sauf que Lotta Continua se référait plus à la spontanéité des luttes, alors que les leaders de P.O. parlaient « d'organiser l'autonomie » et de « combattre la spontanéité lorsque c'était nécessaire ». Il est bien difficile de mesurer également l'influence de P.O. et son rôle réel dans les luttes des 18 derniers mois.

Lorsqu'on rapproche les propos des différents interlocuteurs sur ce sujet, on relève beaucoup de contradictions. Tout ceci est normal pour un parti révolutionnaire qui cherche à se construire, et qui pour « rassembler » ne formule pas au départ des positions strictes. De même il est normal que le parti en cours de formation doive toujours garder pour ceux qui le voient de l'extérieur, sa façade unitaire, et taire ses faiblesses et ses dissensions. A partir du moment où on se définit une doctrine stricte et des tâches précises, tout s'inverse : le mouvement réel de la société capitaliste et de la lutte de classe ne sont plus la source de tout, mais les objets d'une tactique, l'organisation et ses buts deviennent la seule réalité. Pourquoi un tel exposé sur P.O. : pour permettre aux camarades de situer une forme d'organisation à la fois semblable et différente de ce que nous connaissons en France. Une forme qui se rapprocherait des tentatives de construire un nouveau parti : par exemple à partir des Cahiers de Mai, ou bien de certaines tentatives maoïstes, ou bien d'autres à venir.

QU'EST-CE QUE P.O. ?

Voici comment il se définit lui-même (2) (brochure) :
« Notre but est la construction d'une organisation révolutionnaire basée sur les usines. »

Cette affirmation doit être complétée par un aperçu de la manière dont l'un des noyaux de P.O. s'est formé. Ce qui frappe tout d'abord, c'est la volonté affirmée et persévérante depuis 10 ans de construire une organisation. Mais pas n'importe quelle organisation : celle à qui la rencontre entre les analyses économiques des théoriciens du parti et la pratique ouvrière (formes de luttes et revendications) donne un contenu, une ligne politique et une stratégie à court et à long terme. De 1960 à 68, quelques militants armés des théories du groupe QUADERNI ROSSI choisissent comme lieu de combat PORTO MARGHERA : grosse concentration ouvrière récente de la région de Venise (60.000) industries de pointe (pétro-chimie) et prolétariat d'origine rurale sans émigrants du sud, des salaires au-dessus de la moyenne, un encadrement faible du P.C.I. et des syndicats. De la tradition de QUADERNI ROSSI, P.O. tire des analyses des cycles de production et du rôle des partis et des syndicats à l'intérieur des plans capitalistes. Dans une première période (vers 1963), la tactique vise les cadres du P.C.I. et du P.S.I. ; les responsables de P.O. disent maintenant eux-mêmes, qu'à l'époque ils constituaient un « regroupement de cadres ». Des luttes qui se déroulent à PORTO MARGHERA en 1967, dans toute l'Italie en 1968-69, ils tireront que le moment est venu de passer à l'organisation ouvrière dans le sens d'une organisation de militants. Les tâches de cette organisation et sa nature précise sont formulées d'après l'analyse des luttes : avant-garde des luttes impulsant les groupes ouvriers-étudiants, constitu-

tion de cellules P.O. d'usines, et finalement construction du parti en intégrant les groupes existant.

Parallèlement, la stratégie de l'organisation se précise et se généralise ; la situation italienne analysée par le groupe apporte un mot d'ordre unificateur : le salaire politique et une stratégie qui consiste à porter le combat là où le capitalisme essaie de manipuler pour récupérer ce qu'il a dû céder : dans le sud et chez les émigrants. La construction de l'organisation se veut ainsi étroitement imbriquée dans les luttes : elle prétend retourner au prolétariat, ce qui est contenu dans son action, mais aussi le guider pour que le capitalisme n'intègre ni les formes de cette action, ni les revendications avancées. D'après P.O. l'organisation est un processus continu, le développement des avant-gardes est une partie du mouvement de masse.

A ce niveau, la lutte cesse d'être syndicale pour devenir uniquement politique. C'est ce que P.O. appelle « construire l'autonomie de la classe ouvrière ». Ceci explique que la stratégie de l'organisation, axée sur des objectifs tirés de la pratique ouvrière, puisse être amenée à combattre la spontanéité lorsque celle-ci contient des éléments jugés récessifs par rapport au niveau atteint antérieurement. Le « moment le plus haut de l'organisation révolutionnaire » est présenté comme celui où la spontanéité rejoint la théorie, c'est-à-dire celui où les analyses et les prévisions de l'organisation P.O. rejoignent la pratique spontanée des travailleurs dans leurs luttes. On pourrait schématiser ce raisonnement en se référant aux critères traditionnels. L'appareil du parti (peu importe son nom ou sa doctrine ou son origine, c'est d'abord un groupe de militants qui se sentent « avant-garde ») fixe une ligne politique, essaie de prévoir les batailles à venir : l'analyse nécessaire pour cela emprunte bien sûr au capitalisme et aux travailleurs, c'est-à-dire à ceux qui s'affrontent dans le

(1) Potere Operaio : Pouvoir Ouvrier (P.O. dans le texte). Ce nom n'a rien de commun avec celui du groupe français Pouvoir Ouvrier, issu de SOCIALISME OU BARBARIE et qui s'est dissous au début de l'année 70. Par contre, certains regroupements locaux (comme Pouvoir Ouvrier de Toulon) semblent se référer plus spécialement au groupe italien P.O.

(2) Les citations notées sous la référence « brochure » sont tirées d'un document en anglais : Italy 1969-70, a Wave of Struggles supplément au n° 27 de P.O. - Boîte Postale 1411 - MILAN, ITALIE.

procès de production. Le « *moment le plus haut de l'organisation* » est celui où la ligne et les mots d'ordre (c'est-à-dire la position des dirigeants) deviennent ceux du mouvement ouvrier dans la lutte de classe (c'est appelé par P.O. « *coïncidence entre le marxisme et la lutte de classe*, ce qui fait du marxisme non une méthode d'analyse mais un programme, le contenu d'une auto-

société, tout comme le léninisme ou le maoïsme). Mais s'il n'y a pas coïncidence, à quel moment l'organisation, c'est-à-dire l'appareil, décide qui a tort de l'action spontanée, de la lutte de classe ou de la ligne de l'appareil ? *Combattre la spontanéité* » ne signifie-t-il pas alors lutter contre les travailleurs qui ne vont pas dans le sens « *prévu* » par l'organisation ?

QUELQUES POSITIONS DE BASE DE P.O.

Si nous posons la question de cette façon, c'est que toute une partie des positions de P.O. ne nous paraît empruntée ni à une analyse approfondie du capitalisme ni à la lutte de classe, mais à des considérations purement stratégiques, donc opportunistes, de « *construction de l'organisation* ».

SUR LES U.S.A., LA RUSSIE, LA CHINE ET LE TIERS-MONDE

« *Nous pensons que dans les nations capitalistes avancées d'Europe, qu'elles soient dans l'orbite américaine ou soviétique, la lutte fondamentale sera l'organisation des travailleurs contre les syndicats, contre les révisionnistes, et contre les sociaux-démocrates* » (brochure)

P.O. « *soutient tous les mouvements de libération nationale contre le colonialisme et l'impérialisme, en particulier il reconnaît l'importance de la résistance vietnamienne et du mouvement noir aux U.S.A.* » (brochure)

Dans ces quelques lignes, il y a des prises de position contre la Russie et les U.S.A. mais en faveur de la Chine et du Tiers-Mondisme ; l'emploi du terme « *révisionnistes* » situe P.O. dans une certaine pratique du léninisme, celle des groupes marxistes-léninistes-prochinois. Ce qui différencie, semble-t-il P.O. des groupes trotskistes, c'est l'affirmation que « *les régimes socialistes* » sont des régimes capitalistes... » qu'ils « *ne diffèrent pas dans leur essence du capitalisme occidental* » (brochure). Mais par « *régime socialiste* » P.O. ne paraît viser que la Russie et ses satellites, et nullement la Chine de Mao, ou Cuba, ou le Nord-Vietnam.

La lutte de P.O. est d'ailleurs définie par une double bataille « *contre les patrons et contre les idéologues anti-autoritaires, et contre les prétendus marxistes-léninistes* » (brochure). Curieux amalgame qui distingue et associe en même temps une lutte anti-capitaliste à leur droite, et une lutte idéologique à leur gauche. Les « *révisos* » d'un côté, les spontanéistes de l'autre.

SUR LE CAPITALISME

« *L'Etat bourgeois a changé sa méthode, sans modifier ses fondements. L'Etat planifie le sous-développement tout comme le développement, le chômage tout comme le plein emploi* » (brochure). On trouve ici une position qui nous paraît fondamentale parmi celles de P.O. et qui rejoint d'ailleurs des thèses souvent formulées dans des groupes politiques : c'est l'affirmation que le capitalisme a atteint le niveau d'un développement bureaucratique total et qu'il peut résoudre toutes ses contradictions, qu'il n'est plus secoué par des crises, par des contradictions, qu'il n'engendre plus le chômage et la guerre, mais que les dirigeants savent maintenant planifier tout et se servir de ces différents éléments comme moyen de régulation pour maintenir leur domination. On en vient presque à se demander comment des grèves ont pu surgir, dans l'Italie, pour permettre à P.O. de décider que le moment était venu de construire l'organisation, alors que le pouvoir de planification et de domination du capitalisme est si étendu. Il apparaît important qu'une telle question ne soit pas posée par P.O., car toute la stratégie de P.O. consiste précisément à définir une logique de l'organisation en regard de ce qui serait la logique capitaliste. Le groupe analyse la stratégie capitaliste et, en regard formule, à l'usage de la classe ouvrière, une stratégie « *révolutionnaire* ».

La discussion de ce problème fondamental, à savoir si le capitalisme est capable de surmonter ses contradictions et ses crises, appellerait de plus longs développements ; c'est ce même problème qui est à la base de tout un courant opposé à I.C.O. et nous pensons qu'il devrait faire l'objet d'un débat théorique approfondi. N'en retenons ici que la conséquence que ces thèses ont sur le mode d'organisation lui-même. En effet, le parti révolutionnaire que veut former P.O. devient une sorte d'armée qui part à l'assaut par des moyens modernes (différents de ceux des léninistes traditionnels) de la forteresse capitaliste. Mais on pourrait aussi bien inverser le raisonnement : le parti est nécessaire (c'est un axiome), donc il faut y trouver une tactique ; d'où les analyses.

On peut se demander également pourquoi un groupe italien peut se développer sur ces bases : l'explication est peut-être dans le fait que l'économie italienne très planifiée et avec une structure d'état importante, possède une bureaucratie dominante à côté d'un capitalisme très concentré. Cela peut résulter aussi de l'existence de tout le sud italien dans la situation d'un sous-développement. A vrai dire, ces deux phénomènes sont intimement liés et chacun d'eux peut être rapporté avec leur interdépendance, aux conceptions de P.O., conceptions léninistes dont on connaît la genèse et l'influence dans les pays accomplissant leur industrialisation, précisément sous la forme d'un capitalisme d'Etat. On peut comparer cette situation à celle des pays comme l'Allemagne, ou la Grande-Bretagne, ou les U.S.A., dans lesquels de telles organisations ne parviennent pas à se développer.

SUR L'ORGANISATION

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, P.O. se définit, en tant qu'organisation, comme une réponse adéquate à chaque situation affrontée par le prolétariat italien dans sa lutte ; mais ce ne sont pas les travailleurs qui ont décidé de la réponse organisationnelle, mais les membres de l'organisation elle-même. C'est ce qui explique qu'actuellement, les membres de P.O. ont jugé que la situation était mûre pour constituer l'organisation révolutionnaire, c'est-à-dire le parti.

En regard de cette notion traditionnelle, la conception de l'organisation chez P.O. subit une modernisation qui la différencie des groupes léninistes ou anarchistes traditionnels : c'est le rejet de la division entre le parti et le syndicat, c'est-à-dire entre le politique et l'économique. Ici même, les groupes situationnistes ou maoïstes ont également atteint ce stade, alors que les groupes trotskistes en restent à la division traditionnelle qui est celle des partis communiste ou socialiste. Peu importe que ce stade soit atteint par une analyse théorique ou par un opportunisme (ce qui est le cas ici des groupes maoïstes). Ce qui est important c'est que la concentration capitaliste oblige les groupes à reconnaître dans leur pratique, un fait fondamental, qui est la disparition de la séparation traditionnelle entre l'économique et le politique : la lutte économique sur le plan de l'entreprise est directement politique et révolutionnaire. C'est donc là que l'organisation doit centrer toute son activité si elle veut trouver un certain écho parmi les travailleurs. Ce trait de P.O. peut se référer aux structures industrielles avancées du Nord de l'Italie.

Ce contact avec les travailleurs ne peut être établi que si l'organisation cherche, non pas à imposer ses propres mots d'ordre, mais à emprunter aux formes et aux revendications de l'autonomie ouvrière. Ceci explique la balance dont nous avons déjà parlé entre l'organisation d'une part et la spontanéité d'autre part. Nous reviendrons sur ce point qui est déterminant dans la tactique de P.O. comme elle l'est ici même dans celle des groupes maoïstes.

S'agissant de l'organisation, le rôle de l'appareil est quand même défini d'une manière classique, c'est-à-dire qu'il vise à conquérir l'appareil d'Etat, qu'il tente de s'étendre par le classique travail d'agitation, par des alliances avec des groupes qui paraissent proches, en vue d'une action commune. Nous nous sommes interrogés sur les raisons pour lesquelles P.O. avait contacté I.C.O. par exemple, de même que des étudiants allemands, alors que les positions des uns et des autres étaient très éloignées de P.O. Nous pensons qu'il faut voir là une tentative d'élargir P.O. à une dimension internationale, sous le couvert d'une action commune parmi les travailleurs émigrés italiens. Cela rejoint la stratégie de P.O. en Italie même, mais cela peut permettre de poser les jalons d'une organisation plus large.

SUR LA TACTIQUE ACTUELLE DE P.O.

Cette tactique se situe, comme cela apparaît dans l'exposé ci-dessus, dans deux directions :

- d'une part, en vue de la construction de l'organisation ;
- d'autre part, dans la formulation des mots d'ordre, c'est-à-dire dans le combat idéologique.

Les deux ne sont pas séparables à première vue ; pourtant c'est en prévision de luttes futures que P.O. cherche présentement à s'implanter dans le sud à partir des groupes constitués dans le nord de l'Italie, qu'il s'allie avec le groupe du « Manifesto » à Rome.

« Une ligne, un mot d'ordre sont justes, quand proposés à la classe, ils recueillent l'adhésion de celle-ci pendant sa lutte » (brochure)

C'est dans ce sens que P.O. a lancé le mot d'ordre de salaire politique. L'explication de ce mot d'ordre conduit à relever un mélange curieux de « modernisme » et de pratique traditionnel. En effet, P.O. constate que le refus du travail est une notion qui se répand parmi les jeunes des usines du Nord de l'Italie. Cette notion est considérée comme un fait, mais n'est pas l'objet

d'analyses de la part de P.O. Elle est simplement intégrée dans la tactique actuelle et rattachée à d'autres éléments, comme le chômage endémique dans le sud ; les besoins d'un pré-salaire étudiant, les luttes contre les cadences dans les usines, les difficultés des travailleurs émigrants du sud de l'Italie vers le nord, ou d'Italie vers les pays du Marché Commun.

C'est pour fondre tous ces éléments divers qu'a été formulé le thème de salaire politique que permet de proposer à chaque catégorie sociale un mot d'ordre qui peut la rallier dans la lutte unitaire de l'organisation.

Il est bien évident que la diffusion d'un tel mot d'ordre rejoint toutes les pratiques traditionnelles des organisations, même si l'opportunisme consiste à essayer de se rapprocher au plus près de ce qui est la réalité ouvrière d'aujourd'hui. Il ne nous paraît pas nécessaire d'entamer une discussion, ni sur un mot d'ordre, ni sur ce qu'il révèle de la conception d'un groupe. Nous pensons au cours de cet exposé avoir suffisamment souligné ce qui pourrait nous séparer profondément d'un groupe comme P.O. Reconnaissons pourtant que, comme les groupes maoïstes ou comme les groupes conseillistes, il constitue une étape dans l'évolution des formes d'organisation, étape qui correspond à la fois à la situation du capitalisme italien, mais qui sera dépassée par les organismes propres que pourront créer les travailleurs au cours de leurs luttes.

Le rôle d'un groupe comme P.O. est peut-être celui qu'il ne se donne pas lui-même, mais qu'il accomplit objectivement : celui de propager les formes d'organisation propres du prolétariat, et celui de diffuser partout les revendications pouvant être exprimées localement par les travailleurs.

Il nous paraît très significatif que, prisonnier de ses conceptions traditionnelles, un tel groupe escamote complètement la question des conseils ouvriers. Précisément, l'élimination des créations de l'autonomie ouvrière procède toujours de la vieille conception que le prolétariat reste en quelque sorte mineur, et qu'il doit être guidé à la fois dans ses choix revendicatifs et dans ses formes de luttes. La nécessité du parti se trouve ainsi justifiée. Et en même temps, se trouve éludé le problème fondamental, à notre époque, qui est celui des rapports entre l'organisation et le mouvement ouvrier. Malgré les apparences, P.O. ne reste qu'une organisation traditionnelle dans un immeuble neuf, voulant mieux répondre aux nécessités d'un prolétariat moderne.

LES DIVERGENCES ENTRE LOTTA CONTINUA ET P.O.

(d'après P.O.) (d'un camarade belge)

Dans le courant de 1969, il n'y avait pas de différences pratiques. LOTTA CONTINUA était d'ailleurs le sigle de l'assemblée commune étudiants-ouvriers à FIAT. A ce moment, ils se démarquent seulement par ceci : L.C. veut « socialiser » les luttes, leur donner une dimension politique en les étendant des boîtes aux quartiers, car pour eux, la seule lutte dans les boîtes est du syndicalisme, de l'économisme, de l'alimentarisme, etc... Pour P.O., la lutte dans les boîtes a déjà une dimension politique (note : mais pour les deux, tout cela est toujours en termes de ligne politique, extérieure à la classe).

La rupture se dessine dès septembre 1969 et est consacrée en novembre sur l'interprétation des luttes contractuelles. A ce moment, l'assemblée commune a déjà éclaté, et un groupe, l'actuel L.C., a repris son sigle. Cet éclatement pourrait s'exprimer comme réaction de la part des ouvriers contre les tentatives des groupes de manipuler l'assemblée. En septembre, P.O. reprend les revendications lancées par les syndicats (75 livres en plus, 40 heures, égalité ouvriers-employés), mais contre leurs perspectives à long terme, apporte une « différence qualitative », et lance son slogan « tout et tout de suite », et pour toute la classe ouvrière italienne. L.C., par contre, reprend les objectifs de juin, car l'attitude de P.O., d'après eux, consiste à se mettre sur le terrain des syndicats. Ceci concorde avec l'accent que

met, et l'agitation que fait depuis lors L.C. sur les formes autonomes prises par les luttes et la « conception simpliste » (P.O. dixit) qu'a L.C. de l'organisation, revenant à dire aux travailleurs : coordinez-vous. Pour P.O. cela ne suffit pas : la coordination existe déjà de fait (?) et il faut passer au moment plus avancé des luttes ouvrières qui est celui de l'organisation nécessaire, de la « centralisation de l'initiative politique », du « parti comme conscience politique de la classe ». (Note : en fait, d'après un camarade, P.O. est léniniste de type ancien ; il faut faire des cadres révolutionnaires ; par contre L.C. (également le Manifesto, dans la mesure où il a une base ouvrière) a une conception léniniste moderne : entrer directement avec les organes autonomes, les comités de base, pour tenter de les noyauter). Un reproche important de P.O. est que L.C. se contente de suivre les luttes : d'où les « avant-gardes ouvrières » ont laissé tomber L.C. (P.O. dixit).

Plus récemment, L.C. est passé du thème de la spontanéité à proposer l'insurrection comme une fin en soi, et ce, d'après l'analyse suivante, plutôt schématique : si les prochaines luttes ouvrières échouent, elles doivent provoquer une réaction fasciste du type traditionnel de la part du capitalisme italien ; d'où la nécessité de préparer l'insurrection ce qui — P.O. dixit — n'est pas un vrai parti révolutionnaire, car manquant d'une perspective plus générale).

CANADA

d'un camarade du Canada :

« Je vous joins un article découpé dans le journal « LA Presse » du 22-9 (canard qui est la propriété du trust Power Corporation).

Il y a chaque semaine des faits de ce genre, ce qui indique que la situation de certains travailleurs est grave. Et le taux de chômage s'accroît. Ce n'est pas un hasard si la formule qui a fait élire Bourcessa était : « 100.000 emplois ».

Egalement je vous fait parvenir « Le Quartier Latin » journal étudiant qui n'a rien des étudiants (outre le financement). Ce « magazine » est assez intéressant vu qu'il développe à partir d'une position de lutte de classe des analyses qui rappellent, sur des points, et avec d'autres mots, « le débat » qui a lieu à I.C.O. entre les marginaux et les tenants de la seule info sur les boîtes (« des marxistes stoned »). Il est vrai que ce phénomène (hippie, drop-out) est en Amérique du Nord beaucoup plus important qu'en Europe.

Pour moi, cette question est au centre de mes préoccupations. Il me semble que les individus de ma génération (et encore plus celles qui suivent) refusent l'adhésion qui est un embrigadement, à quelque orga-

nisation structurée que ce soit. Refusent de sacrifier leur quotidien contre une Cause. Le bouquin de Vaneigen n'est pas mal significatif à ce sujet-là et je souscris à certains de ses points de vue ; notamment je retiens cette phrase : (p. 113) « la révolution se fait tous les jours, contre les révolutionnaires spécialisés, UNE REVOLUTION SANS NOM, comme tout ce qui ressort du vécu, préparant dans la clandestinité quotidienne des gestes et des rêves, sa cohérence explosive ».

Je veux pourtant être prudent, car il ressort des analyses (bouquin de Vaneigen compris) (1) un grand silence sur les questions pratiques des luttes immédiates. Il y a une espèce de cécité ambiante en ce qui concerne ce qui va se passer dans les prochaines années, ce qui atteste de la faiblesse des « révolutionnaires ». La révolution, comme nous l'entendons, semble en ce moment plus une hypothèse qu'une réalité.

La question de l'indépendance du Québec est une fausse question dans la mesure où sa réalisation ne résoudra pas les problèmes qui se posent ; en fait, elle masque les véritables problèmes. Mais ce qu'il faut déjà retenir, c'est la dynamique d'un tel mouvement, et l'agitation qu'elle fait naître. »

Les travailleurs bloquent l'accès à la centrale thermo-nucléaire de Gentilly

(« La Presse » du 22-9-70)

BECANCOUR — Une centaine de « chômeurs, futurs chômeurs et travailleurs » de la région de Bécancour ont bloqué pendant plus d'une heure, ce matin, tous les accès à la centrale thermo-nucléaire de Gentilly, paralysant toute circulation sur la route 3 et immobilisant des centaines d'automobiles et autobus scolaires.

Il s'agissait de la première manifestation du Comité ouvrier de Bécancour, qui vise à obtenir une politique de préférence d'emploi pour les travailleurs de la région.

Les manifestants, composés surtout de membres de l'association des camionneurs artisans, ont bloqué la route avec leurs lourds véhicules, empêchant ainsi les ouvriers de la centrale, au nombre de quelque 350, de pénétrer sur le chantier.

Une heure plus tard, cependant, la violence menaçant d'éclater et les travailleurs de la centrale, en provenance pour la majorité de Trois-Rivières, ayant tenté en vain de basculer deux camions et une automobile dans le fossé, les organisateurs de la manifestation décidèrent de débloquent le passage une demi-heure plus tôt que prévu, ce que le petit contingent de la Sûreté du Québec arrivé sur les lieux quelques minutes plus tôt s'était avéré incapable de réaliser.

OCCUPATION DES CHANTIERS

Les quelques cent manifestants, après avoir permis aux ouvriers de la centrale de se rendre sur les lieux de leur travail, ont bloqué les accès aux chantiers de l'endroit pour la journée. On devait toutefois permettre aux ouvriers qui sont entrés travailler ce matin de ressortir ce soir et aucun incident n'est prévu.

C'est grâce aux lourds camions que la manifestation a pu être une réussite, les manifestants étaient bien moins nombreux, ce matin, que les travailleurs dési-

reux d'aller travailler mais les lourds véhicules décourageant toute tentative d'imprudence.

Un service d'ordre impeccable, dirigé par un jeune animateur social de Nicolet, M. Michel Pilon, secrétaire du Comité ouvrier, put empêcher que la violence n'éclate.

Les trois autres chantiers paralysés, outre celui de l'Hydro-Québec, furent ceux de la Glabel Verrerie Ltée, du réservoir d'eau d'une capacité d'un million de gallons par jour et d'un quai en eau profonde (un contrat de \$ 4 millions).

LE SENS DE LA MANIFESTATION

La manifestation est née de l'exaspération de la population, qui n'a pu se voir accorder la préférence d'emploi sur les chantiers de la région.

Le secrétaire-animateur du comité, M. Michel Pilon, a déclaré entre autres que la population demande que les subventions accordées aux investisseurs dans la Société du parc industriel du Centre du Québec (une création de l'Etat du Québec) servent à créer des emplois qui seraient offerts en priorité à la population de l'endroit.

Et la population veut que ce droit prioritaire au travail, à compétence égale, leur soit assuré par des engagements et des procédures très claires.

« Parce que depuis trop longtemps, le patronage politique fausse ce droit, déclare le COB dans un com-

(1) Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations - Gallimard.

munié remis aux quelques journalistes présents ce matin, et parce que trop souvent, on a été obligé de payer certaines personnes pour obtenir un emploi. »

La population, de dire M. Pilon, ne croit plus aux déclarations de bonnes intentions.

Elle ne croira, dit-il, qu'en des engagements qu'elle pourra vérifier.

C'est pourquoi on a convoqué, jeudi soir, au Centre culturel de Saint-Grégoire, le premier ministre Robert Bourassa, M. Edouard R. Légasse, directeur général de la Société du parc industriel du Centre du Québec, et M. Eugène Voros, gérant général des Glaverbel Verrierie, compagnie qui construit dans ce parc.

Si ces messieurs ne sont pas présents, on menace de passer aux actes et ceux-ci pourraient être plus violents que de bloquer une route.

Note d'I.C.O. :

On observera que l'élément actif de cette action, patronée par un « Comité Ouvrier », était composé d'artisans camionneurs et que les ouvriers de la centrale en construction paraissaient hostiles.

D'autre part, la discussion avec les dirigeants vise à obtenir la création d'emplois dans le Québec. Ceci est à rapprocher également des nombreuses grèves qui se sont déroulées récemment au Canada (postiers notamment, usines canadiennes de la General Motors), sous la conduite des syndicats. D'un côté réaction de classes moyennes prolétarisées, de l'autre action d'un prolétariat moderne dont la situation est analogue à celle des U.S.A. : cela traduit la complexité des luttes au Québec.

Les textes qui suivent constituent les premiers documents destinés à donner une idée plus précise sur ce qui se passe actuellement aux U.S.A. Et en même temps à débiter une réflexion en vue d'une analyse approfondie.

**U
S
A**

D'UN BREF ECHANGE ENTRE LES CAMARADES DE PARIS

On ne peut pas dire que la situation se transforme radicalement aux U.S.A., mais on peut noter en dehors de la lutte des noirs et des autres minorités raciales, ou de ce qui se passe dans les universités, une foule de petits faits qui montrent une transformation profonde dans le mouvement ouvrier américain. Par exemple, dans les grèves de Teamsters (routiers), dont le syndicat lié à la mafia pratique un contrôle bureaucratique totalitaire, il y a toute une succession de grèves sauvages qui dénotent une révolte à la base. Ces grèves utilisent tous les moyens à leur disposition et obtiennent même le soutien des étudiants dans les piquets de grève ; elles se radicalisent et le plus souvent le syndicat national est obligé de les soutenir et de les entériner. Pour donner une idée de la violence de l'affrontement au cours de tels conflits, on peut citer le cas d'une petite société de transports dans laquelle les camionneurs avaient continué à travailler ; cette société était spécialisée dans le transport des explosifs ; trois camionneurs en grève se sont postés sur une auto-route et ont tiré sur un camion chargé de dynamite, avec un fusil ; l'explosion a détruit complètement une section de l'auto-route.

D'UN CAMARADE DES U.S.A.

» General Motors est en grève depuis ce soir (lundi 14). Impossible de faire des prévisions. Il existe des noyaux de durs dans l'automobile, mais le syndicat tient la caisse.

Les groupes se maintiennent grâce à quelques cadres solides, mais dans l'ensemble ils ne progressent pas. D'un autre côté, il y a une inquiétante floraison de groupes, je devrais plutôt dire de petites équipes affinitaires (sans liaison entre elles) qui se vouent au terrorisme. La police a d'ailleurs des difficultés à les identifier. Je ne parle pas du développement des organisations vouées à la libération des femmes, des lesbiennes radicales, des homos progressistes, etc...

Quant aux Black Panthers, ils sont littéralement en état de guerre avec la police. Ils ont enregistré un

succès avec la libération (provisoire due à cassation du jugement) de leur fondateur Newton, coupable d'avoir abattu un flic d'Oakland. D'un autre côté, le F.B.I. est aux troussees d'Angela Davis (une prof noire P.C. et B.P.) accusée de complicité dans une fusillade près de la charmante cité de San Rafaël. En plein tribunal un spectateur a tenu tout le monde en joue, et après avoir libéré trois prisonniers et leur avoir fourni des armes, a amené le juge, le district Attorney et quelques jurés comme otages dans une camionnette. Je passe. Bilan : 3 convicts plus le juge tués, le D.A. à l'hôpital. Quelques uns des accusés étaient liés au B.P. Les armes avaient été achetées par Angela Davis. Les B.P. revendiquent 3 gars à la prison de Loledad, accusés du meurtre d'un gardien.

Je crois que dans certains cas, nous retrouvons la même situation qu'avec les anarchistes il y a bien long-

temps. Bandits politisés ou politisés bandits ? Une chose est certaine : quand tu lis la vie des trois de Soledad par exemple, tu ne peux manquer d'être frappé par le fait que ce ne sont pas des criminels, tout au plus des petits malandrins qui ont la malchance d'être noirs et de ne bénéficier d'aucune indulgence. Cycle infernal. Sais-tu qu'il y a dans les prisons du Sud des gens qui purgent des peines de plusieurs dizaines d'années pour quelques dollars ? Effarant.

LA FIN D'UNE GREVE DE CINQ ANS

(Le Monde du 8-8-1970)

Depuis cinq années, les grands vignobles de la Californie étaient en crise ; les incidents étaient presque quotidiens entre les ramasseurs de raisin en grève et les « jaunes » embauchés à la hâte. Conscients d'avoir affaire à une main-d'œuvre particulièrement désorganisée, itinérante et sans grande conscience politique, les patrons des grandes exploitations opposaient une fin de non-recevoir à la demande de reconnaissance d'un syndicat présentée par les grévistes. Face à ce sous-prolétariat, le plus souvent d'origine mexicaine, ne suffisait-il pas de tenir bon pour remporter la victoire ?

Les producteurs de raisin avaient tort. Ils ont finalement dû s'incliner et accepter la plupart des revendications des travailleurs agricoles en grève. Cette « reddition » a eu lieu, le 29 juillet dernier dans la petite ville de Delano. Les plus grands producteurs de Californie étaient présents et tous reconnurent officiellement la représentativité de l'United Farm Workers Organizing Committee, rattaché à la grande centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. En application de cet accord, les ramasseurs de raisin, qui n'étaient payés que 1,10 dollar de l'heure avant la grève, toucheront 1,80 dollar cette année. Dans deux ans, leur salaire horaire sera porté à 2,10 dollars. La prime de rentabilité qui était de 10 cents par cageot est doublée ; les patrons s'engagent, d'autre part, à passer uniquement par le syndicat au moment de l'embauche.

Cette victoire est assez inattendue. Jamais, en effet, au cours des cinq dernières années, le raisin n'a pourri sur pied. Malgré la grève, il a toujours été consciencieusement cueilli, emballé et expédié aux quatre coins des Etats-Unis et du Canada. Les « jaunes » en puissance ne manquent pas dans l'arrière ban de la société américaine, surtout si l'on prend soin de les bien encadrer...

Ce recours à une main-d'œuvre « exceptionnelle » a bien failli avoir raison du mouvement. Cesar Chavez, un Mexicain-Américain d'une quarantaine d'années, élevé au hasard des camps de travailleurs agricoles, l'organisateur du mouvement, commença à désespérer en 1968 : les incidents violents se multipliaient, la police intervenait de plus en plus fréquemment contre les « pickets » de grève, bref l'affaire prenait un tour extrêmement brutal sans que « la causa » progresse pour autant. Trapu, l'œil vif, le cheveu noir, Chavez se refusa à entrer dans un cycle de violence. Il eut recours à une arme nouvelle : le boycottage du raisin californien par les consommateurs.

C'est finalement cette tactique qui a fait plier les grands propriétaires californiens. D'abord épaulé par le syndicat des travailleurs de l'automobile, puis par l'A.F.L.-C.I.O. - à la condition que Chavez accepte de placer son groupe dans le giron de la grande centrale,

Les maoïstes (P.L.P.) se maintiennent. Il paraît que leur effectif U.S. est de 400. Mais ils sont très actifs, ont une bonne caisse et un bon sens du bluff. Curieusement, ils se réclament du léninisme dans leur refus d'adopter des positions nationalistes ! Dans leur supplément espagnol, ils dénoncent la bannière de Puerto Rico et exaltent le drapeau rouge. Bien entendu, ils sont à couteaux tirés avec les B.P. et « autres léninistes... »

qu'il trouvait trop temporisatrice - le mouvement de boycottage a rapidement porté ses fruits : dans la plupart des villes américaines et canadiennes, la vente du raisin de Californie se mit à baisser. C'est alors que les G.I. stationnés au Vietnam commencèrent à être inondés de raisin : plus proche des grands propriétaires que des grévistes, le Pentagone procédait à des achats massifs du raisin qu'il n'était plus possible d'écouler sur le marché normal.

L'intervention de l'armée ne suffit pas à épuiser les invendus. Partout, la tendance restait à la baisse, et lorsque le courant menaçait de se renverser, on voyait arriver Cesar Chavez et quelques-uns de ses collaborateurs pour relancer la campagne. Partout, Chavez était bien accueilli, non seulement par les milieux syndicaux, mais aussi par les libéraux. La « huelga » a d'ailleurs reçu l'appui d'hommes comme Hubert Humphrey et Robert Kennedy.

Autre appui important pour Chavez, même s'il tarda beaucoup à se manifester : celui de l'église catholique. Au début du mouvement, les grévistes faisaient régulièrement l'objet des admonestations du cardinal McIntyre, l'archevêque ultra-conservateur de Los Angeles, pour qui toute revendication est œuvre de Satan. Mais lorsque Mgr McIntyre prit sa retraite, son remplaçant Mgr Manning, apporta son appui aux travailleurs agricoles et pressa à plusieurs reprises les grands propriétaires pour qu'ils acceptent de négocier.

Cesar Chavez est aujourd'hui victorieux. Déjà, pourtant, il engage une nouvelle bataille, contre le syndicat des camionneurs cette fois. Ce syndicat, exclu de l'A.F.L.-C.I.O. pour corruption, toujours dirigé par Jimmy Hoffa du fond de la prison où il purge une peine pour tentative de corruption de jurés, cherche à élargir sans cesse le domaine de ses activités. En dépit de promesses écrites remontant à plusieurs années, il vient d'enrôler bon nombre de travailleurs agricoles que Cesar Chavez contait faire entrer dans son United Farm Workers Organizing Committee. L'astuce est toujours la même : on commence par considérer comme camionneurs ceux qui chargent les camions, puis on remonte la chaîne de production jusqu'à ceux qui cultivent les primeurs ou cueillent les fruits. Assurés de ne pas avoir de grève à moins qu'ils ne se livrent à une véritable provocation contre leurs employés - le syndicat des camionneurs a la réputation de bien tenir en main ses adhérents - les grands propriétaires préfèrent toujours traiter avec les « teamsters ». Cesar Chavez, qui va entreprendre une action en justice pour obliger les camionneurs à évacuer le terrain conquis au mépris de tous leurs engagements, ne veut plus laisser cette possibilité aux tenants de l'agriculture industrielle.

J. A.

D'UN CAMARADE DE LOS ANGELES

Lu avec intérêt l'article du Monde (8-8) consacré à la grève du raisin en Californie. Bon article. Quelques points doivent être soulignés néanmoins.

1) « L'agro-business » est une formidable puissance en Californie : première industrie de l'état avec une

production évaluée à environ 4.000 millions de dollars. Les agrariens sont liés avec les banques, les trusts de conserverie et de distribution. Ils se taillent la part du lion des subventions gouvernementales pour le soutien des prix agricoles et la réduction de certaines cultures. Ils reçoivent en outre une aide indirecte, mais

précieuse, des laboratoires de recherche où sont créées de nouvelles variétés de fruits et légumes pour faciliter la mécanisation. Leur influence politique leur a permis pendant un siècle de bloquer ou retarder toute législation en faveur des ouvriers agricoles.

2) Les grands domaines ne sont pas seulement un résultat de la concentration capitaliste mais ont toujours existé en Californie. Aux haciendas espagnoles et mexicaines s'ajoutèrent les énormes concessions de terrains extorquées par le chemin de fer et d'habiles aigrefins. Le libre fermier joua ici un rôle beaucoup moins considérable que dans les prairies, et il y a plus d'un siècle qu'Henry Georges vitupérait déjà contre les latifondistes. Tour à tour Chinois, Japonais, Hindous, Philippins ont été importés, mais c'est le Mexique qui devait se révéler comme la source idéale de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, les ouvriers pouvant être obtenus légalement ou illégalement selon les nécessités. Quoique non toujours docile, la main-d'œuvre importée permit de maintenir des salaires de famine et d'empêcher toute organisation. En décembre 1964, l'importation officielle des ouvriers mexicains (braceros) prit fin et facilita le travail des organisateurs locaux. Néanmoins, les agrariens continuent toujours d'utiliser des illégaux et des frontaliers.

3) Nombre de livres et d'enquêtes gouvernementales ont révélé la situation misérable des travailleurs agricoles depuis 70 ans. Les plus misérables sont les saisonniers, errant de la Floride et du Rio Grande à la frontière canadienne pour suivre les récoltes. Leur condition a été améliorée depuis une dizaine d'années, mais ils restent les damnés de la terre, pratiquement exclus de la législation sociale américaine. Les statistiques sont imprécises... en 1965 il était estimé que le revenu familial moyen des ouvriers agricoles était de \$ 2.900 comparé à un revenu familial moyen de \$ 6.000 pour l'Amérique. Soulignons que les ouvriers agricoles de Californie sont parmi les mieux payés des U.S.A., des aristocrates comparés à ceux des états du Sud. En avril 1969, sous la pression de la grève du raisin, les salaires en Californie étaient 53 cents au-dessus de la moyenne nationale pour l'agriculture. Pourtant le meilleur contrat négocié fin août par les farm workers fixe un salaire de \$ 2.10. Dans l'automobile, qui emploie beaucoup de manœuvres spécialisés, la moyenne horaire est environ de \$ 4, sans parler des autres avantages.

4) Malgré d'énormes difficultés soulevées par leur exclusion de la législation sociale, leur manque de ressources et les problèmes de race, les ouvriers agricoles ont mené de dures luttes en Californie. Les I.W.W. organisèrent avant 1914. Les wobblies écrasés, le P.C. prit la relève entre les deux guerres. L'A.F.L.-C.I.O. s'attaqua au problème après la guerre sans grand résultat. C'est un de ses petits syndicats, formés de travailleurs philippins, qui commença la grève dans les vignes en septembre 1965. Quelques jours après, un petit syndicat indépendant (essentiellement formé de travailleurs d'origine mexicaine), sous la direction de Cesar Chavez rejoignit le mouvement. Une grève contre une dizaine de ranchs à Delano devait, en cinq ans, transformer la situation dans les exploitations agricoles de Californie.

5) Beaucoup de raisons peuvent être avancées pour expliquer le succès du syndicat après tant de luttes infructueuses : la réduction considérable du nombre de travailleurs venant du Mexique, un climat politique plus favorable, la pression de l'Eglise catholique à la fin de la grève, etc... Toutes ont leur importance. Néanmoins, tous ceux qui ont suivi le mouvement de près pensent que l'impulsion donnée par Chavez a été décisive. Il a rompu avec les méthodes traditionnelles des vieux organisateurs pour qui la grève est une affaire strictement économique et corporative. Dévot catholique, partisan convaincu de la non-violence, expérimenté dans le travail d'organisation des pauvres, ressentant profondément les problèmes des Mexicains-Américains, il a donné à la grève cette allure de croisade qui a suscité tant d'obscurs dévouements sans lesquels le boycottage du raisin n'aurait pas été efficace. Avec

la grève sont nés, coopérative, service social, un théâtre, un service d'éducation. L'idéologie du mouvement est un mélange bizarre de la phraséologie syndicaliste des années 1930, des idées sociales du catholicisme, et de l'exaltation de la révolution mexicaine.

Malgré sa dépendance financière envers l'A.F.L.-C.I.O. Chavez a conservé sa liberté. Les farm workers ont parlé haut et clair sur la guerre du Vietnam, les problèmes raciaux et Chavez s'est toujours refusé à se délimiter des radicaux qui ont pu graviter autour du mouvement. Son intégrité personnelle, les deux grèves de la faim qui ont sérieusement ébranlé sa santé lui confèrent un grand prestige.

6) L'U.F.W.O.C. (United Farm Workers Organizing Committee) se proposait d'organiser sérieusement la région de Salinas-Monterey aussitôt la bataille du raisin terminée. C'est le pays de Steinbeck, une riche région agricole (tomates, céleris, laitues) où, en saison, plus de 200 wagons de laitue sont chargés quotidiennement. L'U.F.W.O.C. a été gagné de vitesse par les teamsters (camionneurs) qui, pour la troisième fois et au mépris de promesses formelles, veulent agrandir leur empire sur le dos des ouvriers agricoles. En fait, en un temps record, ils ont signé environ 70 contrats avec les exploitants de la région, sans consultation des ouvriers dont les sympathies sont acquises à l'U.F.W.O.C.

Depuis le début d'août, la situation est extrêmement mouvante dans la région. Le 12 août, une fois de plus, les teamsters ont battu en retraite et un nouvel accord a été conclu. L'U.F.W.O.C. a les coudées franches dans les champs et les teamsters se réservent l'organisation des secteurs annexes. Mais les 70 contrats signés sont valables légalement et ils ne peuvent être brisés que par le désistement des ranchers et des teamsters. Les ranchers ne veulent pas annuler des contrats qui leur sont favorables et les teamsters semblent hésitants à abandonner le contrôle total qui leur était acquis dans la région. La grève s'avère comme le seul moyen de démontrer la volonté des ouvriers. 10.000 ouvriers agricoles ont débrayé à l'appel de Chavez et le prix de la laitue a monté en flèche. L'U.F.W.O.C. a déjà enregistré quelques succès, obtenant la résiliation des contrats à Inter-Harvester (division de l'United Fruit Co.) et Fresh Pict (lié à Purex qui manufacture des détergents). Des discussions sont en cours avec deux gros producteurs de tomates. A la date du 21 septembre, la situation est extrêmement confuse. La région est en effervescence et la « Huelga » rayonne sur plusieurs comtés. La majorité des exploitants se refuse à annuler les contrats avec les teamsters qui, d'un autre côté, semblent assez divisés entre eux, multipliant les déclarations contradictoires. Il semble qu'il existe une friction entre les teamsters locaux, attachés à maintenir les avantages gagnés et les chefs régionaux qui voient le problème sur un plan plus élevé : relations avec l'A.F.L.-C.I.O., le syndicat de l'automobile, le clergé, etc... Chavez a annoncé le boycottage de la laitue et a promis que ses partisans, une fois de plus, paraderont avec le superbe drapeau de l'U.F.W.O.C. (aigle aztèque sur fond blanc et rouge) devant les super-marchés américains.

La combativité des ouvriers, encouragés par la victoire dans les vignes, est grande. Mais la bataille peut être longue si les farm workers ont à affronter les teamsters. A suivre.

7) Il est facile de minimiser l'épopée des farm workers. Chavez n'est pas un révolutionnaire (pas encore du moins) et le capitalisme agraire, une fois purgé de ses préjugés médiévaux, peut très bien vivre aussi avec le syndicat. Mais cette grève et cette union ne sont pas comme les autres. L'U.F.W.O.C. a trop de batailles à mener pour qu'elle s'enlise dans la routine. La grève du raisin a amélioré la condition des oubliés de la civilisation américaine et elle n'a pas peu contribué aussi à l'éveil politique des hispano-américains dont la combativité grandit chaque jour dans les barrios de Los Angeles et de San Francisco. Surtout, et avant tout, elle a donné à des milliers d'hommes et de femmes conscience de leur force et pouvoir comme producteurs et une nouvelle mesure de leur dignité.

Suisse : La « paix sociale » menacée par les grèves sauvages !

Depuis plus de vingt ans la Suisse connaît une « paix sociale » presque parfaite, la population est rendue complètement passive par sa politique de soi-disant complètement passive par sa politique de prétendue européenne.

La classe ouvrière en Suisse est composée d'un tiers d'immigrés, surtout italiens, espagnols, yougoslaves (environ 1 million, dont près de trois cent mille saisonniers). Comme dans tous les pays industriels européens se sont les métiers les plus durs et les plus mal payés qui sont « réservés » aux immigrés, sans aucun droit en contrepartie. La classe ouvrière a très peu de traditions de luttes, ayant connu une prospérité ininterrompue depuis la crise de 1929, la guerre de 39-45 lui fut très profitable lui donnant le plein emploi et de hauts salaires. L'Union des Syndicats Suisses profite de cette période pour signer des contrats de progrès et un pacte de « paix sociale » interdisant de fait le « droit de grève » : « même en cas de contestation, les salariés mécontents n'ont pas le droit de grève, ils doivent nantir les syndicats qui examinent les problèmes évoqués. Mais pendant ce temps le travail doit continuer » (réaffirmé par la presse « Tribune de Genève » du 9-4-70 lors de la grève de la Murer). Ce qui n'était pas toléré pour la classe ouvrière suisse l'est encore moins pour les immigrés qui n'ont aucun droit ! Cela fut fortement ressenti lors de l'initiative « populaire » de Scharzenbach (qui mériterait toute une analyse particulière) puisque l'un des arguments pour l'initiative (ramener à 10 % la proportion des travailleurs immigrés en Suisse, actuellement 16 %) est que : « l'augmentation de travailleurs immigrés risque, en cas de grève générale, de menacer le pays... », malgré toutes les pressions policières et administratives qui pèsent sur eux !

Le capitalisme suisse a besoin le plus possible de main d'œuvre étrangère à bon marché pour de multiples raisons, surtout dans les secteurs de la construction ; des petites entreprises et du commerce, pour imposer de bas salaires en divisant la classe ouvrière (par des arguments xénophobes) pour éviter les dépenses d'infrastructures (logements, écoles, etc...) puisque les saisonniers n'ont pas le droit d'amener leur famille et les autres doivent attendre plusieurs années pour le faire).

Tout cela développe l'une des principales contradictions du capitalisme en Suisse, entre l'industrie de la mécanisation (secteurs de pointe) qui ne peut se limiter à l'exportation (concurrence internationale) et la petite industrie de transformation (semi-artisanale : chaussures, vêtements, cuir, etc...) qui préfère avoir une main-d'œuvre bon marché que moderniser leur entreprise (cf. grève de la Stabio). L'initiative Scharzenbach est le produit de cette contradiction puisqu'elle est soutenue par la grosse industrie et les banques, en cherchant à réduire la main-d'œuvre ils peuvent éliminer les entreprises marginales, accentuer la concentration, favoriser de nouveaux investissements ; ainsi il est logique qu'une partie du capitalisme suisse s'oppose à cette initiative !

La solution la plus rentable pour le capitalisme suisse tout en limitant l'arrivée des travailleurs immigrés, est le contrat de travail du saisonnier qui est passé directement avec le pays fournisseur de main-d'œuvre et l'entreprise. Celui-ci oblige le travailleur à rester dans la même entreprise pendant toute la période du contrat, en contrepartie l'employeur fournit le logement. Ce qui fait qu'en Suisse tous les travailleurs étrangers sont contrôlés sans aucune possibilité de changement ! tout cela avec la bénédiction des syndicats ! Ils n'ont même pas besoin d'être syndiqués puisque les syndicats sont d'office « leur » mandataire auprès du patronat !

Ainsi, en Suisse, on ne peut plus poser la lutte de

classes en dehors de la situation des travailleurs immigrés. Le problème primordial reste de savoir comment se fera l'unité entre les travailleurs suisses et immigrés, non comment « on » la fera, mais de trouver les forces qui vont dans ce sens au sein de la classe ouvrière ?

**

Le 7 avril au matin, les genevois apprenaient avec stupeur qu'une grève « sauvage » venait d'éclater dans le bâtiment (comme on dit : « quand le bâtiment va, tout va ») conduite par 200 travailleurs immigrés (espagnols et italiens). Comme partout le patronat divise les travailleurs immigrés en faisant un dosage suivant les origines et en exacerbant les antagonismes (en les créant s'il le faut !) mais ça ne marche pas à tous les coups. Ils sont deux cents à s'être mis en grève (entreprise Murer de Genève) de façon spontanée, sans aucun mot d'ordre. Les causes sont multiples : accumulation d'un tas de griefs : les conditions de vie sont insupportables, logements insalubres, des baraquements en bois, horaires infernaux, déplacements longs non-compris dans le temps de travail, non respect du contrat, mais tout a éclaté à cause de la volonté du patron de déplacer une partie des travailleurs sur un autre chantier à l'autre bout de la Suisse (Zurich ou Uri) malgré le contrat prévoyant qu'ils ne travailleraient que dans le canton de Genève ! Tout cela sans les prévenir. Aussitôt les autres ouvriers se sont solidarisés avec leurs compagnons (la moitié devait être déplacée). Les deux cents grévistes se sont réunis dans un baraquement (il pleuvait) pour discuter de leurs problèmes et élaborer ensemble un cahier de revendications. Déjà quinze jours auparavant le syndicat avait promis de discuter de certains problèmes avec le patronat, mais des promesses en vain ! ce qui fit déclarer aux grévistes : « ces promesses n'ont pas été tenues, cette fois nous irons jusqu'au bout ». Ils se mirent donc en grève illimitée pour la satisfaction totale de leurs revendications : « Nous ne reprendrons le travail que lorsque toutes ces questions auront été réglées ! ».

Les revendications portaient sur :

- le non respect du contrat, les salaires réels étaient inférieurs d'environ 2 F (deux francs) par heure (par ex. 6,20 F au lieu de 7,60 F) ;
- paiement à la quinzaine, pendant les heures de travail
- certaines heures n'étaient pas payées !
- logements salubres ;
- temps de trajet dans les heures de travail ;
- déplacement avec accord préalable ;
- cantine sur les chantiers.

Le mercredi suivant eut lieu une rencontre entre le syndicat F.O.B.B. (Fédération des Ouvriers du Bâtiment et du Bois) et les délégués des grévistes (commission ouvrière élue par l'ensemble des grévistes) où le syndicat se réfugia derrière la légalité. La direction avait juste apporté quelques modifications dans les conditions d'hygiène (installation de W.C. !!) ce qui permit au syndicat d'affirmer, sans ridicule, que : « il n'existait plus aucune raison de litige et qu'en tout état de cause la grève était un moyen illicite pour faire valoir les prétentions ».

Les grévistes décidèrent de continuer la grève. L'Etat intervint pour jouer les conciliateurs et répéta que la légalité était la légalité... La question du non respect du contrat fut la plus discutée, le patronat invoqua : « une erreur involontaire » et pour prouver sa bonne foi fit venir le conseil d'Espagne qui fit chorus avec le patronat.

Le lendemain le patronat envoie une lettre à chaque gréviste le menaçant de licenciement si l ne reprend pas le travail le lundi suivant : « pour rupture de contrat ».

Le soir même, les grévistes réunis en assemblée générale décident à l'unanimité la prolongation de la grève. Déjà d'autres ouvriers viennent affirmer leur solidarité, la plupart de façon individuelle, sans action concertée de soutien, personne ne cherche à étendre la grève, et surtout pas les partis politiques, les « gauchistes » font une quête de solidarité et un peu d'agitation, mais en vain.

Le vendredi soir, ultime réunion de conciliation entre les délégués des grévistes, le syndicat, les patrons et un délégué de l'ambassade d'Espagne, mais cette sainte alliance reprend en chœur : « cette grève est illégale ». Les grévistes ne semblent pas céder, bien que les menaces de licenciement soient répétées.

Le samedi a lieu une manifestation de soutien à Genève, manipulée par le Parti du Travail (P.C suisse) où 2.500 personnes viennent écouter les beaux discours moralisants, mais aucune perspective d'action ; le P.d.T. s'en prenant à « l'immobilisme syndical ». Devant l'indifférence presque générale, l'isolement de leur lutte, les grévistes décident de reprendre le travail.

Les « ultras-gauchistes » (Offensive) prennent des positions idéalistes et volontaristes (en soi valables !) : « nous proposons une riposte de grande envergure, à savoir une grève générale illimitée... », « nous proposons que les ouvriers étrangers créent partout des comités d'action et des commissions ouvrières » (n° 1 d'Offensive). L'idéologie conseilliste fait ses ravages chez nos camarades suisses !

Les travailleurs n'élisent pas une « commission » (une partie d'entre eux) en fonction d'une idéologie quelconque ; mais en fonction de la situation réelle dans laquelle ils luttent.

*
**

Grève à Stabio-Tession, usine Savoy, trust Bally : chaussures - du 12 au 8 juin (203 ouvriers).

Environ deux cents travailleurs sont employés dans cette usine du trust Bally, travail semi-artisanal car le trust refuse de moderniser et préfère employer une main-d'œuvre à bon marché originaire du pays, puisque les salaires sont les plus bas du pays (de 2,80 F/h pour les femmes à 5,60 F/h au plus pour les hommes). Le capitalisme suisse considère le Tessin (italien) comme une véritable colonie, réservoir de main-d'œuvre, ce qui donne un caractère « nationaliste » aux luttes de classes.

Dans l'usine, les conditions de travail sont très difficiles, le rendement passe avant tout. Déjà deux ans auparavant les travailleurs se syndiquèrent pour essayer d'améliorer leurs conditions de travail, à la Fédération des ouvriers du cuir et de l'habillement (chrétienne sociale), mais rien ne fut obtenu. Un premier arrêt de travail spontané d'une heure, eut lieu en septembre 69. Le syndicat revint à l'assaut, mais cette fois-ci la plupart des syndiqués déchirèrent leur carte. Le 23 avril un groupe d'ouvriers organisa une assemblée générale où participèrent environ 160 ouvriers, et élaborèrent ensemble une liste de revendications portant principalement sur :

-- les travailleurs sont payés à la pièce pour accroître le rendement, la production journalière est donc passée de 700 paires de chaussures à 1.400, malgré une réduction du personnel (20) et sans aucune modernisation ni augmentation de salaire ! donc ils réclament l'abolition à la pièce et un salaire unique (4, 70) ;

-- dans certains secteurs, les conditions d'hygiène sont insupportables, pas de système d'aération, malgré les vapeurs de benzol dues aux vieilles machines, ce qui oblige à garder les fenêtres ouvertes toute l'année, même l'hiver ;

-- les heures de déplacement ne sont pas incluses dans les horaires de travail.

Les travailleurs donnent un délai de quinze jours à la direction pour que toutes ces revendications soient satisfaites, sinon ils se mettront en grève.

Le jour même la direction congédie deux ouvriers qui distribuaient l'ordre du jour et le programme. Aussitôt les travailleurs ajoutent à leurs revendications la réintégration des licenciés. Dès le début les travailleurs ont complètement écarté le syndicat et l'on laisse pour ce qu'il est : un organe de collaboration.

Les partis politiques étaient aux aguets, surtout le parti socialiste qui est bien implanté dans le pays, le député socialiste affirma son soutien (moral et financier) sans autre perspective. Il faut voir les arrières pensées politiques de l'affaire, l'usine assure la survie du pays, se sont les salaires des travailleurs qui permettent au commerce de vivre, donc une augmentation de salaire renforce celui-ci, les intérêts de l'usine ne profitant à personne dans le pays.

Le 12 mai, devant le refus de la direction à satisfaire les revendications, les travailleurs se mettent en grève, sur les 160 de l'assemblée générale, 155 se mettent en grève. Les grévistes élisent un groupe de délégués pour discuter avec la direction. Le patronat invoqua la légalité ; puisque la grève est une rupture de contrat, elle licenciera tous les grévistes !

Le dimanche suivant a lieu une rencontre de conciliation entre la direction et les grévistes (on n'ose pas inviter le syndicat) mais personne ne cède, la direction se réfugiant derrière la sacro-sainte légalité. La direction est prête à augmenter de 5 % les salaires seulement si le travail reprend le lendemain. Le lundi la grève continue avec le soutien financier des partis qui ont trouvé là un bon terrain de pêche, la B.A. ça rapporte toujours ! Le vendredi suivant a lieu une autre rencontre de conciliation, cette fois-ci l'Etat intervient et la direction invite le syndicat, des non-grévistes, un représentant de la commune de Stabio. Les grévistes et le représentant de la commune se trouvent face à une Union sacrée : direction-syndicat-Etat-jaunes qui reprend en chœur : « la légalité... ».

Le syndicat patronal suisse de la chaussure déclare : « la grève est illégale et implique le licenciement automatique des ouvriers fautifs ». Autant dire en langage clair : « fermez vos gueules, travaillez et crevez en silence ! ».

Le 29 mai, les grévistes se retrouvent à 128 (sur 203 ouvriers), la direction répète sa menace de licenciement pour le lundi suivant (1er juin), espérant avoir les grévistes à l'usure. Un comité de soutien se crée, se contentant de ramasser des fonds, chaque canard politique annonçant triomphalement : « le X a envoyé Y francs aux grévistes de la Savoy et un message de sympathie ».

L'Etat déclare la mesure de licenciement « illégale » sans pouvoir s'y opposer.

La grève eut pour effet de provoquer une scission au sein du Parti socialiste, une tendance gauchiste s'organisa en Parti Socialiste Autonome pour essayer de syndicaliser la grève. Des tracts furent distribués un peu partout pour populariser la grève, à la sortie des magasins de vente de Bally, mais aucune pression réelle ne fut faite (par exemple boycottage des magasins, grève de solidarité dans les autres usines ; occupation de l'usine Savoy), la pression de la réalité quotidienne, vie de famille, la presse, conduit finalement les grévistes à arrêter la grève le 8 juin, mais ceux-ci ne s'avouaient pas totalement vaincus : « qu'ils acceptent la défaite la tête haute car elle est survenue après une lutte menée contre le patronat et les syndicats ».

Le travail reprend le 8 juin au matin, mais la direction licencie 50 grévistes sous prétexte de rentabilisation : « que les commandes ont diminué à la suite de la grève qui a réduit la productivité de la maison ». La direction augmente les salaires de 5 % pour les autres. Le comité de soutien permit de dédommager les licenciés et de leur trouver du travail.

Le même jour éclate une autre grève sauvage du même genre que celle de la Murer, qui fut très peu remarquée, seulement 15 grévistes, tous espagnols, d'une entreprise de travaux publics ; à Stans : « car le patron

ne nous paie pas les jours de congé, comme spécifié dans le contrat » (je n'ai pas d'autres informations pour l'instant).

Ces trois cas de grèves sauvages en Suisse nous montrent que se sont les travailleurs les plus exploités qui se révoltent contre les conditions inhumaines de leur exploitation, par un sursaut de dignité. Il est déjà difficile d'être exploité, de vendre sa force de travail pour survivre, si ce n'est sous la contrainte objective du système, il devient intolérable de se faire exploiter dans des conditions inhumaines.

Comme partout les gauchistes suisses ne limitent leur action qu'à un ouvriérisme dépassé, alibi à leur impuissance actuelle, ne cherchant pas à remettre en cause la totalité du système (contre l'emprise idéologique, militantisme, famille, relation : dirigeant-dirigé), ne cherchent pas à trouver des formes autonomes et originales d'action qui nécessitent un effort de réflexion, d'analyse, une pratique quotidienne en rupture radicale avec tout ce qui a été fait dans le mouvement dit « révolutionnaire ».

La seconde question importante : sera-t-il possible

d'unir le prolétariat suisse au prolétariat immigré, non pas comment « on » (nous gauchistes et autres) fera, mais quelles sont les forces qui vont dans ce sens au sein du mouvement ouvrier en Suisse ?

Après le vote de l'initiative Scharzenbach (environ 600.000 non contre 500.000 oui) on s'est aperçu que ce sont les quartier ouvriers qui ont voté en majorité pour cette initiative, surtout à Genève, alors qu'objectivement leur intérêt était de voter (au mieux de mener la lutte à un autre niveau) contre, mais l'initiative faisait appel à tout l'irrationnel, à la mentalité caractéristique du travailleur (qui est aussi père de famille), à la peur (les étrangers violent les filles, menacent vos femmes, etc...). Beaucoup de gauchistes ont été étonnés par ce résultat, mais ils ont une connaissance mythique du « travailleur » sans voir la réalité de la misère de sa vie quotidienne, de tout ce qui permet de renforcer l'emprise de l'idéologie bourgeoise (la structure familiale, cf. Reich que nos gauchistes devraient étudier) en fonction de la situation actuelle.

Cette courte analyse, imparfaite, est sûrement très critiquable et nécessite donc d'être critiquée par ceux qui connaissent la situation sociale en Suisse.

Les Travailleurs dans la vie quotidienne

DE QUI EST-CE ?

LE TEXTE SUR LA HIERARCHIE EST DE LA C.G.T.
Et il se termine comme suit :

Le patronat pose le problème de la répartition d'une masse salariale fixe, alors que la question que nous posons en est l'augmentation en diminuant dans l'immédiat les profits improductifs.

« Notre conception est donc dirigée vers l'amélioration sensible des conditions de vie de tous les travailleurs, et notre revendication de porter le S.M.I.G. à 100.000 AF, montre bien que nous n'entendons pas, au contraire, oublier les basses catégories.

Ajoutons encore que l'institution de l'échelle mobile des salaires et appointements indexée sur le coût de la vie et les progrès techniques garantirait le pouvoir d'achat de tous.

La totalité a été diffusée sous forme de tract sous l'entête du Syndicat Général des Travailleurs de la Métallurgie du secteur de Saint-Denis, au usines Jeumont-Schneider, le 25-5-70.

Tout cela n'est pas à prendre ou à laisser, la C.G.T. exprime son opinion, ses propositions, mais nous ne pouvons accepter des attaques anti-hiérarchie.

Des discussions sont actuellement en cours avec l'U.I.M.M. (Organisation Patronale de la Métallurgie), nos propositions et nos actions peuvent aider et permettre la conclusion d'une véritable convention collective élargissant et garantissant nos droits.

Si nous avons contribué, aujourd'hui, à déterminer des idées plus claires, précises et réalistes, c'est que la C.G.T. est une Organisation Syndicale à votre service.

Vous pouvez renforcer encore son efficacité en venant y prendre votre place ».

Voici un autre point de vue de la C.G.T. sur la hiérarchie

(d'un tract C.G.T. - syndicat des employés, techniciens, agents de maîtrise de la RNUR Billancourt - 28-9-1970)

UNE QUESTION : LA HIERARCHIE

Dès que l'on aborde les questions de Salaires, de Pouvoir d'achat, de classification... on parle hiérarchie.

Pour certains, hiérarchie est synonyme de commandement ou de privilèges. Pour nous, la C.G.T., la hiérarchie signifie TOUS LES TRAVAILLEURS et constitue l'échelle de valeur qui les différencie.

LA C.G.T. EST POUR LA HIERARCHIE, POURQUOI ?

La raison d'être de la C.G.T. est fondamentalement la Défense des intérêts des travailleurs.

Si l'on a bien compris que les travailleurs sont en fait la HIERARCHIE, il est clair que la C.G.T. la défend. LA HIERARCHIE ACTUELLE ET LA C.G.T.

La C.G.T. refuse la hiérarchie actuelle, sinon elle admettrait que chaque travailleur est bien placé, est normalement payé...

Non, nous en exigeons une refonte complète afin que les besoins de tous soient satisfaits. C'est le sens des exigences...

On comprend que ces propositions sont loin des 150 F uniformes avancés comme solution miracle et qui, en fait, attaquent la hiérarchie dans le mauvais sens pour l'ensemble des travailleurs et ne posent pas le problème réel de prises dans les profits pour satisfaire les revendications de toutes les catégories de personnel. Nous ne confondons pas salarié, qu'il soit O.S. ou cadre, et exploiteur, qu'il se prénomme PDG ou faux cadre supérieur. C'est entre ces 2 catégories antagonistes que le problème est posé.

INCIDENCES DE LA RATIONALISATION A LA R.A.T.P. (10-70)

En introduction, citons ces phrases parues dans « La Vie Française » du 12-9-69 : « Le rapport NORA trace la voie. Les entreprises rationalisées existent. Leur fonction propre est de dégager le plus de richesse en mobilisant le moins de moyens... Les habitudes figées en statuts s'y opposent... ».

Les syndicats (sauf la C.F.D.T.) viennent de signer l'accord cadre sur la modernisation de la R.A.T.P. (appelé ailleurs Contrat de Progrès). Cet accord étant, selon les dires de la C.G.T., « le résultat de l'esprit de décision et d'initiative de la C.G.T. ».

En dépit des cris de victoire et des applaudissements des syndicats quant à la garantie de l'emploi par la reconversion des agents dont le service est supprimé, voyons le but réel que poursuit la direction en appliquant les méthodes de rationalisation prévues dans le rapport NORA.

-- la suppression de 11.000 emplois d'ici 1980, répartie comme suit :

	1980	1975
	---	---
un agent par train	1700	
un agent par station		4100
un seul agent par autobus (urbain et banlieue)		3700
entretien des entreprôts		1500

	+ 9300	9300

TOTAL (environ)	11000	

Le pilotage automatique prévu pour l'ensemble du réseau ferré, existant déjà sur la ligne II, les lignes I et 4 étant épuisées, entraîne la suppression du Chef de train et de surveillant de conduite. Les chefs de train des lignes équipées en pilotage automatique sont soit reconvertis dans un autre emploi (en particulier conducteurs après l'examen d'aptitude), soit mutés dans une autre gare, moyennant quoi ils percevront une indemnité de 69 F par mois durant la première année.

Puisqu'on parle rationalisation, il paraît évident que le passage de 2 agents sur un train à un seul devrait provoquer une diminution considérable de la présence journalière si le nombre d'agents reste le même. Rien de très clair n'est précisé sur ce point, ni par la direction, ni par les syndicats. Par contre il est envisagé :

- la suppression des chefs de station par la mise en place d'une commande centralisée ;

- la suppression des surveillants de contrôle par l'édification de ces boîtes à malice que sont les contrôles automatiques qu'on peut déjà voir au travail dans les stations du R.E.R.

La conduite des autobus à un seul agent entraîne également la suppression des receveurs, le contrôle étant là aussi, automatique. Ceux-ci sont pour l'instant reconvertis au réseau ferré, soit comme conducteurs, soit comme chefs de train, soit comme agents des stations. Ces deux dernières catégories étant appelées à disparaître, il ne restera plus qu'à les reconvertir dans un autre emploi. Lequel ? et jusqu'où ce processus peut-il aller ?

On peut comprendre (il n'y a que les syndicats pour ne pas le comprendre) que l'automatisation du réseau (entraînant la déqualification et la suppression de catégories entières) est un moyen pour la direction de réduire peu à peu le nombre d'agents à la R.A.T.P. (par exemple en ne supplantant plus aux départs à la retraite par une embauche extérieure, malgré les promesses faites à ce sujet). En régime capitaliste, le progrès doit profiter aux capitalistes.

Le rapport NORA dit explicitement que la réduction de 2 à 1 agent sur les trains, représente une économie de 1700 personnes, soit plus de 3 5millions de F. Aux conditions actuelles la dépense nécessaire pour le passage à 1 agent (pilotage automatique) étant simplement de 6 millions de F pour une ligne. Cependant, l'installation de ces dispositifs implique le remplacement du matériel roulant, soit 150 millions de F par ligne.

Aussi, c'est sans doute dans l'automatisation de la vente et du contrôle des billets que l'économie de personnel doit être la plus rentable dans l'immédiat. Ces agents représentent en effet 34 % du personnel du réseau (4.110 agents). Mais pour l'instant la multiplicité des titres de transport complique l'automatisation en ce domaine. On peut se douter qu'une solution sera rapidement trouvée à ce problème car il est très important que cette opération soit accélérée au maximum vu son extrême rentabilité.

Le montant des dépenses d'investissement serait de 130 M F et l'économie brute annuelle de 32 M F (1.500 personnes).

Il est bien évident que la rationalisation s'étend d'ores et déjà au niveau des ateliers (suppression de certains dépôts dont Championnet), de la maîtrise (maîtrise polyvalente, au lieu de 2, un seul gradé par terminus) et du personnel administratif.

Je vais citer ici quelques extraits d'un article paru dans le bulletin de la C.G.T. du réseau ferré de septembre, pour montrer comment la direction compte respecter ses engagements quant à l'embauche... et au reste. Le titre de l'article est : « la situation et l'avenir du personnel des stations ».

« La direction et les pouvoirs de tutelle veulent arriver coûte que coûte, à remplir les objectifs du 5ème et 6ème Plan, c'est-à-dire arriver à la suppression de plusieurs milliers d'emplois à la Régie. Beaucoup ne croyaient pas que cela fut possible, et pourtant : l'amélioration des conditions de travail obtenue par la lutte aurait dû amener une amélioration dans le travail du personnel. Mais il n'en est rien. Pourquoi ?

Tout d'abord, parce que pour compenser l'augmentation des jours de repos obtenus, la direction aurait dû embaucher au moins 600 agents ; elle ne l'a pas fait, soi-disant manque de crédits.

Ensuite, l'accélération de la réorganisation et de la modernisation devant dégager un certain nombre de postes, elle préfère ne pas embaucher pour arriver au stade final avec le minimum de personnel à reconvertir. ... les stations type de l'avenir commencent à voir leur application sur le prolongement de la ligne 8. La 3 suivrait. Elle ne comporterait qu'un seul agent responsable » ...

Et pourtant, la C.G.T. a signé l'accord cadre sur la modernisation, assurant, comme il est dit dans cet article, la compression du personnel.

Quelles sont les réactions parmi les travailleurs ?

Lors de la mise en application du pilotage automatique sur la ligne 11, le 1er juin, les « conducteurs » se sont mis en grève pour l'obtention d'une prime de 100 F (environ) vu leur double emploi. Les syndicats ont soutenu cette grève pas du tout « révolutionnaire », puisqu'il s'agissait de vendre le chef de train pour un seul billet de 100 F. A signaler aussi quelques maos (ligue rouge) apportant leur soutien aux travailleurs en lutte.

Mais le processus de déqualification et de reconversion amorcé, va être ressenti plus clairement lors de la mise en application accélérée du principe de rationalisation. Déjà certaines discussions ont lieu dans les terminus, mais les travailleurs en général persistent à

s'éblouir des garanties que leur font miroiter les syndicats. Il est en effet intéressant pour les chefs de train de pouvoir passer conducteurs avec plus de facilité que s'ils s'étaient présentés individuellement. Mais des conducteurs, il n'y en a pas besoin du double de l'effectif actuel. A moins qu'on augmente les services, qu'on diminue la journée de travail de 3 h 30, qu'on double les congés annuels.

SIMCA-Poissy de « La Base - bulletin du C.A. Citroën » (septembre 1970)

INFORMATIONS SUR LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES TRAVAILLEURS ETRANGERS EMPLOYES PAR SIMCA

20.000 travailleurs dont 15.000 immigrés : espagnols, portugais, yougoslaves, antillais, réunionnais, africains, turcs italiens.

La répression dans l'usine

Simca a trois services de répression :

- la maîtrise, les chefs hiérarchiques à tous les niveaux
- le syndicat « Indépendant »
- un service de police intérieur formé en partie d'anciens militaires et paras O.A.S., anciens d'Algérie, etc... Tous membres de l'Indépendant et qui travaillent comme tous les ouvriers parmi lesquels ils sont mêlés. De plus, dans l'usine, l'ambassade d'Espagne a un bureau permanent car beaucoup de travailleurs espagnols sont des réfugiés politiques. Il en va de même pour le Maroc et le Portugal.

La vie dans l'usine

Rapports avec les contremaîtres : une partie sont corrects avec les ouvriers, mais beaucoup pratiquent le racisme, insultes, brimades, etc... Parmi les nouveaux arrivés immigrés sous contrat, certains ne supportent pas de recevoir ces séries d'insultes sans broncher et soit acceptent de résilier leur contrat et retourner par leurs propres moyens dans leurs pays, soit n'acceptent pas les insultes mais veulent rester pour des raisons matérielles ; à ce moment, la direction va chercher à leur faire résilier leur contrat par des moyens détournés. Exemple : on lui demandera de signer un papier présenté comme insignifiant (feuille de sécurité sociale) alors qu'il s'agit de la résiliation de contrat.

Les nationalités sont mélangées sur les chaînes et dans les ateliers. Ainsi il est peu probable que le portugais parlera avec son voisin de droite qui est un truc et dont le voisin de droite sera Malien, ni avec son voisin de gauche qui sera tunisien et dont le voisin de gauche sera peut-être de la Guadeloupe.

Enfin, pour terminer, voici un bel exemple de la considération que Simca a pour les travailleurs immigrés : un marocain ayant eu le doigt arraché dans un accident de travail et au bout de trois mois étant toujours en congé de maladie, il est convoqué au bureau du personnel où on lui demande de signer son compte. Etant dans son bon droit, il refuse. Après la sortie des travailleurs, trois contremaîtres le rouent de coups.

D'autre part, le racisme entre nationalités, le fayotage

Mais aux dernières nouvelles, la prochaine étape du 6 et 2 (6 jours de travail, 2 jours de repos) qui devait avoir lieu en janvier 71, risquerait de ne pas avoir lieu, car matériellement impossible. Les syndicats comprenant cela, demandent alors que l'application effective du 6 et 2 qui devait avoir lieu en janvier 72, soit avancée.

(La documentation qui a servi à écrire ce texte est issue de brochures et tracts du C.A.O. de la R.A.T.P. (trotskiste), de bulletins et tracts de divers syndicats.)

est fortement encouragé par la direction (boulots les plus durs aux algériens, marocains, tunisiens).

Le logement

Pour loger les immigrés, Simca possède ses propres foyers qu'elle loue aux travailleurs.

Il y a quatre ans seulement, c'était des bidonvilles appartenant à Simca, à côté de l'usine.

Maintenant la plupart sont logés dans des H.L.M. à 7 ou 9 par appartement de trois pièces-cuisine.

Chacun paie 125 F par mois. Gain pour Simca : 875 à 1125 francs par mois pour un F3.

Le recrutement

Comment sont recrutés les marocains ? Il existe pour le recrutement au Maroc une commission formée de membres de Simca, de l'Office National de l'Immigration O.N.I.) et d'autorités marocaines. Après une propagande mirifique, qui leur fait quitter leur travail (certains étudiants arrêtent même leurs études) après une sélection (agilité manuelle, examen de la dentition, chevelure, coordination des mouvements, ouïe, bonnes mœurs, bonne moralité, casier judiciaire) ils signent un contrat. Culture minimum exigée : égale juste le nécessaire pour comprendre les ordres. Simca refuse toute qualification. Phrase d'un contremaître : « Ici, il n'y a pas de métier, tous manœuvres ou vous partez ».

On leur promet le voyage de retour gratuit au cas où ils ne seraient pas satisfaits.

Sur ceux qui se présentent, il faut compter 40 % de rejetés.

Le contrat est établi pour une durée de 6 mois. Et on leur promet qu'ils resteront au-delà du contrat. D'ailleurs ils ne viendraient pas pour 6 mois.

Or, il se trouve qu'au mois d'avril 1970, 340 d'entre eux, arrivés au bout de leur contrat de 6 mois n'ont pas vu celui-ci renouvelé. Ils se sont vus signifier qu'ils n'avaient qu'à aller se faire pendre ailleurs. Evidemment le voyage de retour est à leur charge. Mais le plus grave, c'est que Simca leur a refusé une attestation de travail et même le certificat qu'ils ont travaillé chez Simca, ce qui leur aurait permis de faire une demande de carte de travail, laquelle permet de trouver un autre travail en France, donc de rester en France.
Comité Travailleurs Immigrés.

PIGMY-RADIO - Montage radio - La Plaine St-Denis, banlieu de Paris (10-70)

Dans cette boîte (150 à 200 ouvriers), il n'y a que des jeunes. Avant mai 68, pas de syndicat : dans la foulée des grèves une section C.G.T. se constitue. Deux ans après, voici ce que ça donne : le tract C.G.T. qui suit situe bien le conflit : jeunes ouvriers d'un côté (et leur « je m'en foutisme ») et dirigeants patronaux et syndicaux de l'autre (œuvrant pour la « bonne marche de l'entreprise »). Les « semaines pénibles » aux-

quelles il est fait allusion visent des licenciements récents pour réduction de production, deux fournées de 30 ouvriers. Des délégués C.G.T. d'une autre boîte de St-Denis ont déclaré que les délégués de Pigmy-radio avaient pris seuls la responsabilité de ce tract : mais dans d'autres boîtes, d'autres délégués C.G.T. auraient pu tout autant les signer. A Pigmy-radio, il y aurait aussi pas mal de loupés dans la production (sabotage ?).

C.G.T. - SECTION SYNDICALE PYGMY-RARIO - F.S.M.
25, rue du Landy - La Plaine St-Denis

NOTE AU PERSONNEL

Après les quelques semaines pénibles que nous venons de vivre, le Bureau Syndical et le Comité d'Entreprise remercient tous ceux qui, dans ces périodes difficiles, ont contribué à réduire les portées et conséquences de ces licenciements et réduction d'horaires.

Nous nous félicitons du report au 1er novembre de l'augmentation de 2,5 % qui devait initialement avoir lieu au 1er décembre.

Enregistrons aussi, comme signe de reprise, la remontée de l'horaire à 42 heures 30.

Tout cela ne pourra être consolidé, amélioré, que dans la mesure où les commandes seront honorées et où la production « sortira » normalement.

Or, la Direction nous informe que, malgré les efforts déployés pour réduire au maximum les pertes de salai-

res, elle enregistre chaque jour, et spécialement le lundi, de nombreuses absences dont la moitié seulement est justifiée par un arrêt légal. La Direction fait remarquer que ces absences gênent la production et augmentent les délais de livraisons : si cette situation se prolongeait, cela pourrait amener la perte de certaines commandes et malheureusement une nouvelle diminution d'horaires.

Nous attirons l'attention des personnes concernées sur les conséquences de ces absences ou retards qui pourraient amener la Direction à prendre des mesures telles que : mise à pieds, licenciements, retard dans la promotion et même dans la mensualisation.

Compte tenu de tout cela, nous leur demandons de bien comprendre les problèmes qui se posent d'une part à l'Entreprise, d'autre part à l'Organisation Syndicale ; de faire en sorte que tant d'efforts ne soient pas perdus et que nous puissions arriver le plus rapidement possible à une situation normale.

Le Bureau Syndical.

MERLEBACH (4.000 MINEURS : 12 JOURS DE GREVE, COMME TANT D'AUTES ?

Les 4 x 8 au lieu des 3 x 8 - « Nous sommes d'accord pour ce changement ».

disent les syndicats, « à condition que ce ne soit pas au détriment des mineurs » (Républicain Lorrain du 25-10-1970).

La direction de Paris des H.B.L. fait écho : « C'est pour une meilleure défense du bassin houiller lorrain qu'il a fallu introduire ce quatrième poste de travail : il s'agit de diminuer le prix de revient du charbon, d'assurer une meilleure utilisation du matériel au fond, et, sur le plan général, de créer les conditions d'une meilleure productivité ».

Erwin Maurer, secrétaire général des mineurs C.G.T., déclarera le samedi 24 octobre en pleine grève, au cours d'un meeting : « Si l'on veut sauver le bassin, il faut arrêter la fermeture de nos puits, arrêter la réduction de notre production et des effectifs, cesser l'importation de charbon étranger. Nous ne sommes pas contre la productivité et son amélioration, mais nous voulons que le personnel puisse en bénéficier ». (Républicain Lorrain 25-10-70)

Les 4 x 8, c'est 4 équipes en 24 heures (6 h, 13 h, 20 h, 0 h), au lieu de 3 (6 h, 14 h, 22 h). Le but de l'opération :

Quant aux mineurs, ils se révoltent :

Les nouveaux horaires sont mis en place le 24 septembre. Le vendredi 16 octobre, des jeunes mineurs d'un puit de Merlebach (un des trois sièges du bassin de Lorraine) se mettent en grève contre les 4 x 8. La grève s'étend à Merlebach, aux autres puits.

La grève sauvage et les stratégies syndicales

La grève ne reste pas longtemps entre les mains des mineurs. Un comité de grève intersyndical est formé par en haut, qui va s'occuper sérieusement de la suite.

Il n'est d'ailleurs pas sûr que les mineurs de Merlebach n'aient pas été manipulés par les syndicats dès le départ.

La Lorraine reste la première région industrielle de France et celle qui tient une des clés de la puissance capitaliste française d'aujourd'hui, la sidérurgie.

Comme au cours de tout le printemps, et même de l'été, des grèves touchent la sidérurgie : Sacilor, usine Fenderie à Harpange, Usinor à Thionville. Le même type de grève qu'à Merlebach : à Sacilor 230 ouvriers en grève, 4.000 en chômage technique ; chez Usinor, la direction parle de lock-out, à Fenderie l'aciérie Martin est stoppée. Dans toutes ces grèves, les ouvriers ont débragé d'eux-mêmes.

« avec les nouveaux horaires, les machines au fond sont désormais utilisées 21 h sur 24, au lieu d'environ 14 h précédemment, soit finalement une économie de 50 centimes par tonne de charbon extraite » (Le Monde 24-10-1970).

Deux façons de considérer le problème :

— Celle des syndicats : Ils ont donné leur accord à condition que des avantages supplémentaires soient accordés.

— Celle des mineurs, dont la vie va être plus bouleversée par les nouveaux horaires (en 1967, à l'usine Rhodiacta de Besançon, ce sont ces mêmes horaires qui avaient déclenché la révolte des ouvriers de fabrication - voir I.C.O. avril et mai 1967).

Comme pour les dirigeants d'entreprise, un bouleversement dans la vie, cela se traduit par plus ou moins d'argent : 50 centimes par tonne dit la direction des houillères - 55 F minimum par poste disent les syndicats.

Aussitôt les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. reprennent la grève à leur compte et l'étendent, le lundi 19 octobre, aux autres sièges, Forbach et Petite Rosselle.

En tout, 13.000 mineurs de charbon sont appelés à « lutter » derrière les syndicats.

Quel est l'objectif des syndicats en étendant la grève de Merlebach et pas celle de la sidérurgie ?

Cet extrait du Républicain Lorrain du 25 octobre 1970, donne une partie de la réponse :

« Sur un plan stratégique, quels profits peuvent en tirer les organisations ouvrières ? Sur le plan régional, elles espèrent provoquer de nouvelles réunions paritaires, par exemple sur les salaires, ce que refuse dans l'immédiat le patronat. Elles pensent aussi amener des négociations au niveau des entreprises.

Au plan national, la manœuvre ne peut être que « bénéfique ». Les négociations sur la durée du travail ne doivent-elles pas s'engager au mois de novembre ?

Reste maintenant à savoir si les deux centrales cherchent l'épreuve de force. A ce qu'on croit savoir à

Paris, les conférenciers et surtout la C.G.T. ne semblent pas vouloir s'engager trop loin dans cette voie. La preuve en est, du moins en Lorraine, qu'au niveau de chaque conflit, les syndicalistes expriment leur volonté de négocier. Bref, pas de grandes batailles pour le moment.

Pas de bataille, mais sûrement des tournois.

En effet, il n'est pas impossible qu'à travers cette affaire, la C.G.T. tente de remodeler son « image de marque » auprès du public. Depuis toujours, et surtout depuis l'arrivée en force de la C.F.D.T., la centrale de Seguy tient à prouver qu'elle est la première force active, syndicalement parlée bien sûr, du pays.

La C.G.T. a signé les accord avec le patronat sur la formation professionnelle et la mensualisation. Estime-

Les instruments de contrôle de la grève

La grève s'étend, mais cette extension est encore le fait des mineurs, couverts maintenant par des mots d'ordre syndicaux. Vieille tactique qui consiste à noyer le groupe le plus dur, les 4.000 mineurs de Merlebach dans le groupe des 13.000 mineurs de Lorraine qui n'ont pas les mêmes raisons directes de lutte.

Autre tactique, nouvelle cette fois, surtout pour la C.G.T. qui l'a dénoncée partout ailleurs : la grève de la faim. Le mercredi 21 octobre, un délégué de chaque syndicat, C.G.T., F.O., C.F.D.T., s'y met « spontanément ».

Le vendredi 23 octobre, la grève atteint bien tous les puits ; mais alors qu'elle est à 91 % à Merlebach, elle descend à 18 % dans d'autres puits. Les syndicats organisent les promenades traditionnelles : meetings, défilés, slogans (y compris « Les commerçants et la population avec nous »).

Et Maurer, le secrétaire général des mineurs C.G.T., peut déclarer le 24 octobre : « Cette grève ne concerne pas uniquement le siège de Merlebach et la marche à quatre postes, mais l'ensemble des mineurs de Lorraine et leurs revendications, dont plus principalement l'amélioration et la garantie des salaires pour les ouvriers à la tâche, de 55 F par poste ; la révision et l'amélioration des conventions collectives, des classifications et gril-

Les batteries sont en place. En quatre jours tout est fini.

La chronologie des faits se passe de commentaires.

LUNDI 26 OCTOBRE : discussions patronat-syndicat. Propositions patronales à 22h, la délégation syndicale « ne cache pas son optimisme ». Elle se rend auprès des trois grévistes de la faim. Ceux-ci cessent à 22 h 30 considérant que c'est la victoire (première manœuvre psychologique).

MARDI 27 : Encore 70 % de grévistes, dont 91 % à Merlebach. Réunion à chaque puit pour savoir si les mineurs acceptent ou refusent. Position du Comité intersyndical C.G.T., C.F.D.T., F.O. : « reprise du travail dans l'unité ». On ne sait pas ce qui se passe dans les autres puits, mais c'est le revers de l'extension de la grève par les syndicats : leur mot d'ordre de reprise entraîne ceux qui avaient débrayé sur leur ordre et les mineurs de Merlebach se retrouvent totalement isolés.

Voici le récit de ce qui s'y passe le 27 octobre (R.L.) :

« Les syndicats se montraient dans l'ensemble optimistes :

après neuf jours de discussions pratiquement ininterrompues, ils avaient conscience d'avoir obtenu un résultat positif et, s'ils ne cessaient de bien préciser que la décision appartenait à l'assemblée et à elle seule, ils ne cachaient pas leur espoir de trouver un terrain d'entente et leurs exposés prirent souvent le ton de véritables plaidoyers.

Tour à tour, MM. Blatt pour la C.F.D.T., Finnen pour

t-elle aujourd'hui que de ce fait, on pourrait la juger comme syndicat un peu trop « négociateur » qui aurait abandonné son caractère revendicatif ? Un syndicat dont le leader n'hésite pas à converser avec le patron des patrons devant les caméras de la télévision... »

La compétition C.G.T.-C.F.D.T. tient aussi certainement une place dans l'exploitation des luttes de la base et, objectivement, on peut considérer que cela peut conduire à une ouverture dans le déclenchement des luttes. On verra plus loin, à propos de Merlebach, le résultat lorsque la grève s'étend.

Ce qui est certain, c'est que, quelles que soient les intentions respectives des syndicats, ils sont forcés de prendre les choses en mains et non de rester dans la coulisse, car la grève s'étend.

les des salaires intéressant l'ensemble du personnel ; l'amélioration des conditions de vie et de travail en général » (R.L. 25-10-70).

La boucle est bouclée : les mineurs de Merlebach se battaient pour eux, pour leur vie bouffée par le charbon, la silicose et les horaires de con. Maintenant leur santé, leur équilibre nerveux, leur vie, c'est se vendre contre du fric, toujours le même fric, celui des patrons. Les marchands de force de travail ont fait leur boulot : la grève c'est celle de « l'ensemble des mineurs », c'est-à-dire du syndicat et « leurs revendications ». Et le même Maurer ajoute : « Les représentants syndicaux sont disposés à poursuivre les discussions jusqu'à l'aboutissement d'un accord ».

Ça s'appelle sans doute mener la grève jusqu'au bout.

A partir de ce moment, la grève est fichue pour les mineurs. C'est d'ailleurs pure coïncidence si le syndicat des ingénieurs des Houillères de Moselle choisit ce moment pour déclarer : « ... ne pas s'associer à la grève en cours, dont la prolongation est gravement préjudiciable au personnel et à l'avenir de l'entreprise. Il estime que la sérénité du bassin et l'amélioration du niveau de vie des travailleurs exigent des progrès d'organisation et de modernisation... » (communiqué du S.I.H.M.-C.G.T. à la presse, le 24-10-70).

F.O. et Maurer pour la C.G.T., firent le point des négociations et mirent les assistants en face de leurs responsabilités.

Pour les délégués qui ont mené ces après négociations il s'agit de trois conquêtes importantes car, si même leur incidence immédiate sur les salaires et les horaires de travail sont en-dessous des revendications primaires, elles aboutissent, à plus long terme, à un véritable contrôle des travailleurs sur la marche de l'entreprise.

L'un d'eux affirme : Je sacrifie volontiers cinquante ou soixante centimes d'augmentation qui seront vite rattrapés pour une telle conquête ».

En l'état actuel des choses, quelle position convient-il dès lors d'adopter ? M. Blatt (C.F.D.T.) expose ainsi le dilemme :

« Ou nous restons sur nos positions et « en avant toute ! ». C'est une solution possible mais qui nous coûtera cher, ou nous poursuivons notre action de façon diversifiée, par catégories professionnelles, c'est une autre solution qui a déjà maintes fois prouvé son efficacité et qui nous reviendra beaucoup moins cher ».

Et Maurer (C.G.T.) conclut :

« Tout ne sera certes pas réglé dans les jours qui viennent, mais les avantages acquis ne sont pas négligeables et, surtout, une brèche a été ouverte sur le plan natio-

nal : C'est un précédent grâce auquel nous pourrions désormais faire céder le gouvernement partout ».

Après un hommage aux trois grévistes de la faim doit « le sacrifice a eu une influence prépondérante sur le déroulement des négociations » et qui récupèrent actuellement leurs forces à l'hôpital, on passe au vote à mains levées.

Et c'est là que se situe le coup de théâtre.

On discutera longtemps sans doute du rôle qui peut jouer un facteur apparemment bien secondaire : l'ordre des questions posées.

Toujours est-il qu'à la première : « Qui est pour la continuation de la grève ? », plusieurs centaines de mains s'élèvent au milieu d'un tonnerre d'acclamations tandis que la seconde est couverte par des huées et que quatre mains seulement émergent timidement de la foule.

Un ordre inverse aurait-il suffi à provoquer un autre verdict de l'assistance ? Il serait incontestablement bien hardi d'aller jusque là, mais il n'en demeure pas moins qu'une certaine intimidation collective a joué, comme c'est souvent le cas dans les scrutins de ce genre dans des proportions qu'il est difficile d'évaluer.

Un moment décontenancés, les délégués reprennent brièvement le micro : « Vous avez donné votre avis. C'était ce que nous vous demandions. Tous devant les puits demain matin pour que l'unité qui est la force de notre mouvement demeure plus étroite que jamais ».

Mais s'ils s'inclinaient, tous ne pensaient visiblement pas que les mineurs de Merlebach venaient de réaliser une bonne opération.

Certains même, dans l'intimité, affirmaient que des éléments étrangers au siège étaient venus perturber la réunion, et y créer une exaltation factice.

Epuisés et plus déçus qu'ils ne voulaient l'avouer, ils se sont à nouveau réunis en fin d'après-midi et ont pris la seule décision qui paraisse désormais susceptible de faire sortir le conflit de l'impasse et, surtout de calmer les esprits : nouveau vote aujourd'hui sur tous les puits, mais cette fois, à bulletins secrets. »

LE MERCREDI 28 OCTOBRE, les syndicats ont retiré partout les piquets de grève, donné des ordres de reprise. C'est dans ces conditions que la consultation a bul-

letins secrets se déroule. Dans des urnes de carton avec des bulletins de la même couleur verte. Aux puits Reumaux, C.G.T. et F.O. lancent un ordre de reprise en plein déroulement du vote — qui est interrompu —. Le dépouillement n'a même pas lieu dans d'autres puits. La confusion bien organisée, accrue même par l'attitude de la C.F.D.T. qui, secouée durement par sa base et sa démagogie, fait machine arrière et délacre par la voix d'un de ses dirigeants locaux Bladt : « Nous ne sommes pas automatiquement pour la poursuite de la grève, mais nous entendons respecter l'expression des mineurs, lesquels ont le droit d'être associés à la conduite et à la conclusion de l'action » (R.L. 29-10-70).

Le soir, à 19 h 30, C.G.T. et F.O. déclarent en commun qu'ils appellent « l'ensemble des mineurs de Lorraine à reprendre immédiatement le travail dans l'union »

La C.F.D.T. développe sa position de « soutien des mineurs » et reprend les revendications de base de la grève : rien de plus facile maintenant qu'il est évident que la grève est brisée.

LE JEUDI 29 OCTOBRE : « La reprise est effective dans l'ensemble du bassin houiller » (titre du R.L. du 30 octobre). La C.G.T. rejoint la C.F.D.T. — qui n'a pas soutenu la grève — rejoint F.O. pour la signature. Chacun rejette la responsabilité sur l'autre.

QUANT AUX MINEURS : « Les propos recueillis hier à l'entrée des différents puits furent sur ce point significatifs : « Nous avons été vendus », ont estimé les uns, cependant que d'autres, plus nuancés, ont jugé que « la grève n'a servi à rien ». « Nous avons été abandonnés. Dix jours de sacrifices pour rien... sauf pour perdre la moitié de notre salaire... » (R.L. 30-10-70).

POUR RIEN ? CERTAINEMENT PAS.

Pour les syndicats, les grèves continuent dans la sidérurgie et ils parlent maintenant d'action dans les mines de fer : l'écho de leurs divisions, de la manière dont ils ont mené la grève à son terme a de quoi décourager les plus ardents à entrer en lutte. Et laisser ainsi les dirigeants discuter en toute sérénité. Décourager ?

De faire confiance aux syndicats sans aucun doute. Et d'être forcés ainsi d'organiser eux-mêmes leur lutte s'ils sont acculés à lutter. La grève n'a pas servi à rien. Elle a servi à apprendre, à Merlebach et en Lorraine à se méfier des syndicats et à voir avec suspicion leur action dans les luttes.

Ce qui s'est déroulé à Merlebach et que nous venons de décrire en détail, on aurait aussi bien pu le raconter, à quelques détails près, pour les ouvriers de La Redoute (vente par correspondance à Roubaix) ou pour les grands magasins. A Roubaix, on retrouve le même rôle de la C.F.D.T. (mais qui là appelle à la reprise du travail parce que le patron ne veut rien céder) ; au BHV de Garges on retrouve le même isolement dans 17 jours de grève d'une annexe du BHV, travail de la C.G.T. cette fois-ci.

Mais toutes ces luttes, comme beaucoup d'autres qui se déroulent en France — principalement en province — montrent que les syndicats peuvent encore entraîner d'importantes fractions de travailleurs, isoler et briser les luttes qu'ils ne peuvent contrôler et qui dépassent leurs objectifs politiques auprès de tous les dirigeants des entreprises ou de l'Etat.

Rhodiaceta, Besançon, mars 67 (puisque nous l'avons évoquée au début de cet article : exactement le même type de grève locale déclenchée par la base, étendue par les syndicats dans les autres usines du trust, terminée par en haut par un « accord » et un ordre de reprise, d'où l'isolement de l'usine de Besançon d'où elle était parti spontanément.

Une différence pourtant avec Merlebach : Les syndicats font voter — avec toutes sortes de trafics si le vote n'est pas conforme à leur politique — Mais font voter. Contraints par l'autonomie de la lutte de retourner à la base, mais contraints en même temps de démasquer leur fausse démocratie, car ils trichent de

manière tellement énorme que les conséquences sont pires pour eux que les mots d'ordre de reprise arbitraires.

Contradictions même des syndicats déchirés entre le contact avec la base et la négociation à tout prix avec la direction ; qui disparaîtraient s'ils ne gardaient pas l'un et l'autre, ne pouvant jouer la fonction que le capitalisme moderne leur assigne qu'entre ces limites étroites qu'ils ne peuvent transgresser, ni en haut, ni en bas.

Suivre l'autonomie des luttes leur retirerait tout pouvoir de négociation. Etre ouvertement et totalement du côté des dirigeants leur retirerait toute audience auprès des travailleurs. Mais les grèves actuelles (peut-on dire grèves sauvages ?) — contrôlées par la base dans les petites entreprises et les secteurs limités des grosses boîtes — reprises en mains et contrôlées par les syndicats dès que l'enjeu devient sérieux, réduisent encore plus ces limites et accusent ces contradictions. Sans qu'on puisse dire si une telle situation va durer ou bien éclater localement dans des accès de violence, ou bien prendre d'autres formes latentes ou brutales, isolées ou étendues.

UN DEBRAYAGE AUX USINES DE BILLANCOURT (1-1-70)

Le 1er octobre, pour enterrer NASSER, tous les ouvriers de l'usine ont débrayé spontanément. Cela devrait donner à réfléchir à tous ceux qui proclament que la lutte de classe la plus consciente et « révolutionnaire » passe par les ouvriers étrangers (et ce ne sont pas les seuls maoïstes). Il est évident que ce sont partout les surexploités et que leur lutte — objectivement — s'insère dans la lutte de classe du prolétariat tout entier. Mais vouloir réduire la lutte de classe à ces couches nouvellement prolétarisées, conduit à des absurdités dont ce débrayage donne la mesure. Les formes de lutte, les réactions sont différentes de celles des autres travailleurs. Ce n'est pas un hasard si les groupes maoïstes cherchent à s'implanter comme groupes dirigeants dans ces milieux. Cela atteint la débilite mentale quand on lit : « Nasser mort, les masses arabes ont la parole ». (titre de Lutte Ouvrière n° 110 - semaine du 6 au 12-10-70).

« La mort du président NASSER donne lieu à des manifestations dans l'usine, exprimant un profond attachement au combat libérateur et pacifique du dirigeant arabe » (tract C.G.T. - Renault - 1-10-70).

« Chez Renault, jeudi, jour de l'enterrement de NASSER, de nombreuses réactions ont eu lieu dans les ateliers à forte proportion de travailleurs Nord-Africains.

...

« Il est seulement dommage qu'aucun syndicat n'ait jugé bon d'appeler l'ensemble des travailleurs de la Régie à un débrayage de solidarité.

« Ce soutien aux travailleurs arabes aurait été plus valable pour les louanges opportunistes des divers syndicats sur la personnalité de NASSER, dont ils auraient pu par contre se dispenser » (Lutte Ouvrière n° 110, page 11).

GUERRA-TARCY (banlieue de Paris - Bâtiment)

Grève à partir du 21-9-70 pour obtenir une augmentation de 0,60 F de l'heure (sur des salaires qui s'évaluent entre 3,88 pour le manoeuvre à 5,50 pour l'ouvrier qualifié). La direction propose 0,20 F sur deux mois. Les ouvriers ont refusé cette proposition et continuent la

grève. Soutien syndical (C.G.T. et C.F.D.T.). Ce qui est intéressant, c'est que les ouvriers sont en majorité étrangers (portugais) et qu'une grève avait déjà eu lieu au début de l'année.

JEUMOT-SCHNEIDER (électro-mécanique - La Plaine Saint-Denis)

Augmentation de 4,50 % décidée unilatéralement par la direction. La place qu'assignent les dirigeants aux syndicats peut se mesurer au fait que les nouveaux barèmes sont affichés avant que la réunion des délégués prévue pour en discuter, ne soit terminée.

Les projets de fusion, et les attermoiments du gouvernement entre différentes voies (trust français, américains, ou allemands) inquiètent surtout les ingénieurs qui, pour se défendre, auraient tous adhéré à la CFDT.

ROUTIERS

De différentes sources parviennent des échos sur des actions autonomes, spontanées, collectives ou individuelles. Des projets de blocage de points stratégiques locaux sont mis au point par des groupes d'action locaux qui agissent sans liaisons avec d'autres groupes semblables. Au cours du mois de juillet, il y a eu de petites bagarres dans la vallée du Rhône pour des questions de P.V. Le 6 août, un routier barre tout seul la rue de Rivoli devant le Ministère des Finances parce que les flics lui avaient tiré dans ses pneus et pris ses papiers. D'une étude du Ministère des Transports, il ressort qu'il se produit une prolétarianisation des routiers

(petits transporteurs et routiers salariés). Le taux de syndicalisation est très faible : 2/000 aux syndicats jaunes « Amicalistes » noyautés par les curés, 1/000 aux trois « grands » syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.). L'action spontanée et l'organisation à la base inquiètent toutes ces « autorités » qui passe un communiqué dans les journaux (extrait du Monde, 7-10-70).

« Les chauffeurs routiers envisagent une action de grande envergure... »

Une certaine effervescence se manifeste dans les rangs des chauffeurs routiers. La commission d'Action de la

Confédération Nationale des chauffeurs routiers (C.N. C.R.) annonce qu'elle envisage des mesures pour faire aboutir des revendications trop longtemps ignorées. »

Manifestement, c'est la crainte d'un mouvement entièrement contrôlé par la base qui amène les syndicats à se poser d'avance en organisateurs et leaders du mouvement, s'il éclate.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES MILITANTS OU LE RECYCLAGE DES CADRES

(extrait de Lutte Ouvrière - n° 60, 22-10-69 - sous le titre : « La C.G.T. et la vague de grève »)

« ...Bien sûr, il y a le risque du débordement gauchiste. Mais ce risque est actuellement très limité. Les gauchistes n'ont pas su, après mai 68, constituer une force homogène, capable de gagner la confiance des travailleurs.

« C'était une tâche difficile, mais tout à fait possible. N'ayant pas su profiter de l'immense enthousiasme créé par mai 68, pour s'affirmer comme une force politique valable, les révolutionnaires auront aujourd'hui plus de difficultés à gagner leurs galons de militants auprès des travailleurs.

« Mais c'est aujourd'hui leur tâche. La classe ouvrière est mécontente, elle éprouve le besoin de lutter, mais elle hésite à aller de l'avant parce qu'elle sait que les dirigeants des grandes organisations ne sont pas décidés à aller jusqu'au bout. Par ailleurs elle ne fait pas confiance aux révolutionnaires qui n'ont pas fait leurs preuves.

« Dans la période qui vient, le rôle des révolutionnaires n'est pas de pousser systématiquement à la généralisation des luttes.

« Bien sûr, il faut essayer d'élargir les mouvements au maximum, mais uniquement pour les rendre directement plus efficaces. Et c'est justement ce maximum qu'il faut savoir évaluer.

« Savoir proposer des revendications à la mesure de l'action que les travailleurs sont décidés de mener. Se montrer un organisateur qui conduit les travailleurs au succès. Gagner la sympathie des travailleurs par son sérieux, par son savoir faire, mais aussi celle des militants des organisations syndicales, de ceux qui ne sont pas grisés par quelques fonctions bureaucratiques qui se rendent bien compte que ça ne va pas à la tête de leur syndicat et qui au fond d'eux-mêmes sont assez satisfaits de se retremper dans un bain de jeunesse au contact des révolutionnaires.

« Dans la période qui vient, les révolutionnaires ne peuvent ni espérer déclencher la grève générale et encore bien moins la diriger.

« Mais ils peuvent, et ils doivent apprendre dans les conflits, même localisés, à devenir des dirigeants capables d'offrir à la classe ouvrière des cadres dont elle aura besoin pour ses luttes futures ».

LA PLEINE CONSCIENCE DES DIRIGEANTS DITS REVOLUTIONNAIRES

1) UNE PROFESSION DE FOI (*extrait de Renault ROUGE, bulletin de la ligue Communiste, 24-9-1970*) :

« Pas une voix aux syndicats jaunes !

« ...On ne peut à la fois servir le patronat et nous représenter. Pas une voix aux syndicats collaborateurs !

« Toutes nos voix aux syndicats ouvriers ! Les syndicats ouvriers sont nos organisations. Leur existence est le fruit des luttes de la classe ouvrière : elles demeurent sa plus grande conquête. Ce sont les instruments que les travailleurs se sont donnés pour la défense de leurs intérêts de classe contre les exploités.

C'EST POURQUOI NOS DELEGUES SERONT C.G.T. et C.F.D.T. ».

Pour éclairer ces lignes rouges, voici des prises de positions :

2) UNE DECLARATION (*Georges Séguy - Europe 1 et l'Humanité 2-70*)

« Nos revendications de salaires, d'amélioration des conditions de travail et de retraite, tiennent compte des réalités économiques. Nous les présentons dans un esprit constructif, fondé sur notre attachement au progrès social et avec la volonté de trouver un terrain d'entente avec nos interlocuteurs patronaux et gouver-

nementaux, y compris en signant des accords contractuels positifs ».

3) D'AUTRES DECLARATIONS :

parmi des milliers d'autres (bulletin de la section du P.C.F. de La Plaine Saint-Denis, 9-70) :

« Les gauchistes... ces individus : maoïstes ou autres, trotskistes, anarchistes, diffuseurs de différentes feuilles de journaux : la Cause du Peuple, Lutte Ouvrière, Rouge, chaque mot d'ordre de ces aventuriers, incendiaires de phrases et d'actes. En fin de compte ces « petits bourgeois désœuvrés » servent le gouvernement qui s'en sert... »

« Ancien membre du Bureau Départemental C.F.D.T.-P.T.T. de la Seine, et toujours adhérent de ce syndicat depuis plus de dix ans, j'ai été absolument écœuré des propos de M.G. DECLERCQ à l'égard des gauchistes. ... »

« M. Declercq qui ne manque pas de poursuites contre les gauchistes, puisqu'elles ont lieu, emploie pour se plaindre d'eux exactement la même expression « ras le bol » qu'employa tout récemment à l'Assemblée un député de la majorité ».

(*extrait d'une lettre d'un militant C.F.D.T. à COMBAT, le 23-6-70*) :

A l'école de la Révolution culturelle :

Comment être de la classe dirigeante tout en étant... « toujours de la classe ouvrière »

(roman édifiant) par HAN TCHONG-MIN

Je suis ouvrier. Pendant la révolution prolétarienne culturelle, j'ai répondu à l'appel de notre dirigeant, le président Mao, et je me suis dressé, avec d'autres, contre la poignée de responsables du parti engagés dans la voie capitaliste. Par la suite, j'ai été élu, lors de sa fondation, vice-président du comité révolutionnaire

de notre usine. Comme la responsabilité en est lourde ! Comment devenir un digne serviteur du peuple ; comment, dans l'intérêt du peuple, garder le pouvoir et en faire bon usage ? Ce sont des problèmes auxquels je n'ai cessé de réfléchir.

Quelques mois d'expérience m'ont fait comprendre profondément qu'un révolutionnaire ne peut se détacher, même un seul instant, de la pensée de Mao Tsé-Toung, qu'il s'écartera de la bonne voie, s'il n'étudie pas bien les œuvres du président Mao et ne fait pas de sérieux efforts pour la refonte de sa conception du monde. Comme, avec mon entrée au comité révolutionnaire, ma position avait changé, j'allais être, si je relâchais mes efforts de révolutionnarisation idéologique, beaucoup plus vulnérable aux vieilles habitudes.

Un jour, quelqu'un a proposé de faire installer le téléphone chez moi et a soumis le problème au comité révolutionnaire. Fallait-il accepter ou refuser ? Le téléphone offrait pas mal de facilités. Un coup de fil et je pourrais savoir tout ce qui se passait à l'usine. Et puis, comme de nombreux cadres dirigeants n'avaient pas le téléphone à la maison, cela me donnerait du prestige aux yeux de mes voisins.

Une sérieuse réflexion me fit dire : non. D'ouvrier ordinaire, j'étais devenu, grâce à la confiance des masses, membre dirigeant du comité révolutionnaire. Quelques mois s'étaient à peine écoulés et je commençais à vouloir changer mon train de vie. Comment alors ne pas m'éloigner des masses ?

Une autre fois, devant travailler au four, des ouvriers m'ont demandé de me coiffer d'un casque de sécurité. Je suis alors entré dans l'atelier des électriciens où je travaillais avant, et j'en suis immédiatement ressorti avec le casque. Ce n'est que plus tard que je me suis rendu compte que je n'avais même pas songé à saluer mes anciens camarades de travail. L'un d'eux, pure coïncidence, m'a fait remarquer que je devrais avoir plus de contacts avec eux. Comme cette remarque tombait juste !

« L'essentiel de la réforme des organismes d'Etat est d'assurer leur liaison avec les masses ». Cette récente directive du président Mao m'a insufflé une force illimitée. Agissant dans cet esprit, je vais souvent dans l'atelier des électriciens, attentif aux remarques de mes anciens collègues, travaillant et causant avec eux.

Un jour, ma femme m'a dit : « Tu es un cadre maintenant, tu pourrais ne plus mettre tes vêtements de travail ». Continuer ou ne pas continuer à les porter ? Cette question comporte une lutte opposant l'idéologie prolétarienne à l'idéologie bourgeoise. Si tu te conduis toujours comme un travailleur ordinaire, les ouvriers s'approchent de toi ; si tu enlèves tes vêtements de travail et prends de grands airs, les masses s'éloignent de plus en plus de toi.

Porter ou non des vêtements de travail paraît une chose minime, mais au fond, elle fait confronter deux attitudes fondamentalement différentes à l'égard des masses. En les enlevant tu cherches à faire l'important, à être un seigneur au-dessus du peuple ; alors qu'en continuant à les porter tu es en même temps « dirigeant et homme du peuple ». Les récentes directives du président Mao m'ont élevé sur le plan politique. J'ai convaincu ma femme et porte toujours ma blouse dans l'usine, comme tous les ouvriers.

HAN TCHONG-MIN est vice-président du Comité Révolutionnaire de l'Acierie N° 1 de la Société Sidérurgique d'Anchan.

(extrait de Métallo Rouge - novembre 69 - journal communiste maoïste de Renault Billancourt)

Un dialogue avec Bercot (P.D.G. de Citroën)

COMMENT LA C.G.T. GERERAIT CITROEN

Les passages qui suivent sont extraits d'Activités, bulletin du comité d'établissement Citroën (région parisienne) - mai-juin 1970, n° 33. Précisons qu'à l'époque ce comité était à majorité C.G.T.-C.F.D.T.

PRIS DANS L'EDITORIAL

Le président-directeur général de l'Entreprise, M. Bercot, l'avouait implicitement lorsqu'il déclarait, le mardi 29 octobre 1968, dans le journal *L'Equipe* :

« Nous avons plus de projets dans nos dossiers que ceux que nous pouvons nous permettre de réaliser ; dans

l'ensemble, d'ailleurs, la France manque de moyens. »

Nous retenons cet aveu de démission nationale de M. Bercot, mais ne partageons pas sa conclusion.

Non, la France ne manque pas de moyens. Elle a ses richesses naturelles que lui envie maints pays, son climat privilégié, une puissante industrie. Elle dispose aussi et surtout de l'esprit inventif et créateur de son

peuple, de ses ingénieurs et techniciens, de ses ouvriers qui ont produit la D.S. et la 2 CV, Caravelle et Concorde, Zoé et le barrage de la Rance, sans parler d'autres créations qu'admire le monde entier.

Dans le seul domaine de l'automobile, l'on peut voir ce génie créateur dans la réussite de Renault, premier exportateur français, qui s'engage allègrement vers les 1.200.000 voitures par an ! Presqu'autant que Fiat.

Par contre, M. Bercot déclare : « C'est avec Fiat que nous avons décidé de tenter la chance d'une solution européenne de l'automobile ».

Chacun peut voir déjà ce que cela donne et peut envisager ce que cela ne manquera pas de donner.

*
**

Cette voie est contraire à l'intérêt du personnel de l'Entreprise et avant tout celui de la région parisienne, à l'intérêt de la marque, à l'intérêt de la nation. (1)

Par contre, elle sera profitable à Michelin. Que lui importe une voiture de conception et de création Citroën si elle lui apporte moins qu'une voiture de conception Fiat, produite à 2.000 exemplaires par jour.

Comme déclarait M. Umberto Agnelli à *Entreprise*, le 30 août 1969, : « Il y a, si vous le voulez, un nombre d'or, un chiffre minimal de production qu'il faut atteindre pour qu'un modèle soit rentable dès le début : il est de l'ordre de 1.000 véhicules par jour. »

Comme Fiat assure, et au-delà, ce « nombre d'or », Michelin a choisi Fiat. Qu'importe la nation et son peuple. L'argent n'a ni odeur, ni patrie.

*
**

Nous, représentant les intérêts de 35.000 travailleurs de la région parisienne, ne pouvons admettre cela. Nous ne pouvons tolérer que des dizaines de milliers de travailleurs de l'usine, sans compter ceux qui travaillent dans la sous-traitance, soient réduits au chômage, parce que cela rapportera plus de profits à Michelin.

Nous devons exiger sans tarder que les accords avec Fiat soient dénoncés.

Nous devons obtenir que les créations des ingénieurs et techniciens de Citroën soient construites par l'Entreprise dans des usines rénovées, tant à Javel qu'en banlieue, et que dans l'immédiat un rapprochement soit effectué avec les autres constructeurs automobiles français, Renault en premier lieu.

Nous devons enfin comprendre que la solution réelle et durable pour une industrie puissante de l'automobile en France, assurant le plein emploi et des conditions de vie humaines aux travailleurs, réside dans la nationalisation de Citroën et de l'industrie automobile par

un gouvernement de progrès social qui ne fera pas comme celui qui nous dirige présentement, la politique des trusts à l'image de Michelin.

Le Secrétariat du C.E. : R. FROMAGE (2), Secrétaire ; M. TESSIER, Secrétaire adjoint ; R. VALIN, Trésorier ; R. GILIS, Trésorier adjoint.

PRIS DANS LE COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU COMITE D'ENTREPRISE DU 29 AVRIL 1970

(discussion du rapport trimestriel de la direction)

M. FROMAGE, Secrétaire du C.E. (C.G.T.) :

Pour quelle date est prévue la sortie du véhicule L ?

M. BAZIN, représentant la Direction :

Je n'ai rien à vous dire à ce sujet.

M. LAURIAC, représentant syndical C.G.T. :

Le S.M. est une belle réussite technique et une belle réalisation des ingénieurs et techniciens. Cependant, le fait de monter des moteurs étrangers à la marque, ainsi que l'utilisation de mécanique Fiat sur les prochains modèles, met en cause l'avenir de l'entreprise en tant que constructeur de marque. C'est une amputation du potentiel technologique et industriel de l'entreprise. Elle cause une grande inquiétude au personnel, notamment aux ingénieurs et techniciens.

M. BAZIN, représentant la direction :

Le fait de monter un moteur Maseratti nous a permis de sortir la S.M. que nous n'aurions pu réaliser sans cela.

M. EBRARD, Délégué titulaire C.G.T. :

Les ingénieurs Citroën ne sont-ils pas capables d'étudier un moteur ?

M. BAZIN, représentant la direction :

Cela demande beaucoup de temps et ce moteur existait
M. LAURIAC, représentant syndical C.G.T. :

C'est bien ce que nous pensons, vous recherchez le profit immédiat en sacrifiant l'avenir de la marque.

(1) Détail d'autant plus savoureux que 60 % des salariés Citroën-Paris sont des étrangers (70 % dans la production, 90 % sur les chaînes)

(2) On vous jure qu'on ne l'a pas inventé, c'est un délégué C.G.T.

69 Lyon - on accuse réception comme convenu.

NATIONALISME ET SOCIALISME

LA QUESTION NATIONALE ET LES FRONTS DE LIBERATION

A propos du Front de Libération du Québec (F.L.Q.)

(d'un camarade français au Canada - août 1970)

« Deux ou trois bombes explosent chaque semaine à MONTREAL, visant les gens liés à « l'Establishment », c'est-à-dire en direction des capitalistes anglais qui ne se distinguent guère des trusts américains. Ces attentats, ce terrorisme sont l'œuvre du Front de Libération du QUEBEC.

Finalement, ce mouvement profond qui existe dans les canadiens français à la recherche de leur propre identité de « nation québécoise » est fort difficile à

comprendre pour un français qui en général ne connaît pas grand chose de ces « cousins », outre le folklore. Souvent, on ignore ou on a oublié que ces canadiens français, ces québécois, ont été brimés, écrasés et massacrés par les anglais pendant plusieurs siècles, ça laisse des traces...

Et ce qui est significatif, c'est que les revenus des canadiens anglais sont très supérieurs à ceux des canadiens français. Par exemple le revenu moyen d'un habitant de l'Ontario est de 70 % supérieur à celui d'un québécois (La Presse du 17-6).

Il s'agit donc de la lutte d'une minorité pour son émancipation économique et son épanouissement culturel. C'est en gros ce que propose le Parti Québécois, avec un programme d'Indépendance du Québec, lié à des réformes sociales. Cependant ce Parti ne met pas en cause les structures de la société, ce sont ce que nous appellerions plutôt « des sociaux-démocrates », qui probablement s'arrangeraient bien avec les capitaux américains.

A côté de cela, il y a les habituels groupes marxistes-léninistes et maoïstes... »

du même camarade (5-8-70)

(à la suite d'une réponse d'un camarade de Paris)

« Vous m'avez répondu, me donnant sur ce sujet une position qui me paraît un peu « théorique », à savoir « que les luttes de libération nationale servent le jeu entre les puissances impérialistes ». Il me semble que ce qui se passe ici ne peut pas être assimilé aux mouvements de libération nationale qui ont déterminé

cette position théorique, à savoir l'Algérie, ou le Vietnam, tout au moins à priori. On a affaire ici à un pays industriellement développé, le Québec, mais colonisé culturellement par le Canada anglophone et économiquement puisque seulement 20 % des capitaux de la province appartiennent aux canadiens français qui l'habitent, les 80 % étant des capitaux des Etats-Unis. En fait, c'est tout le Canada qui est économiquement et politiquement une « province » des Etats-Unis. Le fait est que c'est au Québec que se manifeste le mouvement des luttes le plus radical face à cet état de faits. Ce mouvement de luttes qui comporte d'ailleurs des tendances (il y a à l'intérieur les réformistes qui ont leur expression politique dans le Parti Québécois — 23 % de l'électorat — et ceux qui ne dissocient pas le mouvement séparatiste de la Révolution sociale, qui trouvent surtout son expression dans le Front de Libération du Québec) bénéficie d'une potentialité objective qui est la survie culturelle et linguistique des « parlant-français » qui correspond à un besoin profond des masses populaires canadiennes-françaises. Il ne m'apparaît pas que des gens qui défendent leurs droits à s'exprimer et à vivre avec leur langue d'origine soient un mouvement de droite, c'est-à-dire réactionnaires ».

A PROPOS DES FRONTS DE LIBERATION PALESTINIENS

Un camarade de Vesoul s'interroge sur la situation en Jordanie :

« Le problème n'est pas simple. Je crois qu'il est de même nature qu'au Vietnam : les masses vont encore se faire baiser par les petits Mao ou Trotsky du coin : de toute évidence notre position ne peut être que de soutien au monde arabe en mouvement, en voie de libération, à condition qu'il s'agisse d'une véritable

émancipation, ce qui à ma connaissance est loin d'être réalisé. Le mythe du chef est bien ancré sous toutes les latitudes. Peut-on parler de progrès si un Habache et consorts prenaient le pouvoir ? Quantitativement peut être grâce à une meilleure répartition des biens. Mais qualitativement, pas grand chose de changé (voir la Chine). Malgré tout, je pense que l'on doit accorder toute notre sympathie à ce mouvement, ainsi qu'un soutien qui ne soit pas sans réserve. »

Si nous avons cité ces deux lettres de camarades, c'est que les problèmes de « libération nationale », de soutien aux nationalismes luttant contre l'impérialisme continuent de troubler profondément tous ceux que le capitalisme révolte par la brutalité de sa domination et dont l'impatience révolutionnaire fait rechercher et glorifier tous les mouvements anti-colonialistes.

Tout comme l'Indochine et l'Algérie, tout comme la guerre du Vietnam pour les U.S.A., la tentative d'écrasement des mouvements palestiniens a fait ressortir toutes les divergences sur les luttes nationales.

Au cours d'une réunion, les camarades de Paris ont abordé les événements de Jordanie en faisant ressortir les points suivants :

— un article du Monde a parlé de constitution de Soviets dans le Nord de la Jordanie ; mais les détails étaient assez vagues, et aucune autre information ne peut être trouvée à ce sujet ; il semblait s'agir de sortes de comités constitués sur le plan local.

— diverses informations font ressortir la pratique totalitaire et terroriste de différents groupes les uns avec les autres et notamment du F.P.L.P.

— parler de soulèvement du peuple palestinien semble abusif ; en réalité, un accord entre les puissances impérialistes Russie et U.S.A. devait permettre aux forces jordaniennes d'exterminer les éléments palestiniens et parvenir notamment à une liquidation des organisations de fédératifs ; la réaction de ces organisations s'est faite contre cette menace d'extermination, et il apparaît vraisemblable qu'elles finiront par être liquidées d'une manière ou d'une autre (intégration politique ou liquidation physique).

— l'application de l'idéologie maoïste dans cette région, paraît absurde. Les réfugiés palestiniens sont des paysans sans terre, qui se retrouvent ici dans les villes ; on a lâché sur eux les bédouins qui vivent encore au Moyen-Age et qui ont retrouvé leurs traditions de pillage des populations sédentaires. Parler des guérillas, de guerre du Vietnam possible dans cette région du monde relève du mythe : non seulement quant à la base sociale d'une telle guerre, mais également quant aux possibilités géographiques (la Jordanie est un désert qui se prête admirablement au déploiement des chars et pas du tout à la protection naturelle de petits groupes armés).

— il est fréquent de trouver des proclamations grandiloquentes sur la faiblesse de l'impérialisme qui serait « secoué sur ses bases ». Le n° 1 de « TOUT » (1) proclame victorieusement : « G.I. si tu débarques, tu auras affaire à eux comme ton larbin Hussein ». En réalité, l'impérialisme est aussi fort que jamais dans cette partie du monde et il est nécessaire de dénoncer toutes les illusions que l'on peut répandre à ce sujet.

(1) *Nouveau journal publié par le groupe « Vive la Révolution » (V.L.R.)*

Les évènements de Jordanie et les impérialismes

(d'un camarade du Midi - 10-70)

André Fontaine a intitulé Budapest II son article dans Le Monde. Pour le côté dégueulasse, c'est juste. Et on n'a pas fini d'en voir. Américains et Russes ont besoin du canal de Suez pour des raisons différentes — pétrole pour les premiers (la lenteur de l'acheminement crée une situation de pénurie, algériens et lybiens en profitent pour relever leurs tarifs), raisons stratégiques pour les seconds (leur nouvelle flotte de l'Océan Indien est trop loin de ses bases d'Etrême-Orient). Je résume? car c'est bien plus compliqué que cela, cet accord circonstanciel des deux super grands.

On parle toujours de ces deux super grands. Le « super » se réduit, surtout pour les U.S.A. qui doivent à tout prix continuer à piller le tiers monde, alors que les Russes ont la Sibérie, aux richesses incalculables.. que les allemands vont aider à exploiter puisque le Japon n'a pas osé répondre aux propositions des russes.

Pour en revenir au Proche-Orient, on voit ce qu'est l'indépendance politique de petits pays dans les zones chaudes, donc ce qu'elle est réellement dans les zones qui ne le sont pas encore.

DES SOVIETS A IRBID (Nord de la Jordanie)

Sur la base d'informations invérifiables parues dans Le Monde, certains amorcent des débats sur la transformation de la lutte nationaliste en lutte de classes : des soviets auraient été formés dans le nord de la Jordanie en octobre au plus fort du conflit entre organisations palestiniennes et l'état Jordanien.

Pourtant la lutte nationaliste est une lutte entre classes ; il s'agit seulement de savoir quelles classes ? Paysans contre féodaux, travailleurs contre patrons, une organisation bureaucratique contre un pouvoir politique soutenu par un impérialisme.

Quelques données de base sur la Jordanie :

96.500 km², dont 10.000 en Cisjordanie : les seuls cultivables pratiquement. La Transjordanie c'est un désert avec quelques oasis. La population totale avoisine 2 millions en 1967. A peu près la moitié est en Cisjordanie conquise par Israël. Le reste est en Transjordanie et comprend 700.000 réfugiés palestiniens environ, et 60.000 nomades bédouins dans le désert. Ce sont les villes qui ont le plus grand de l'afflux palestinien ; AMMAN est passée de 10.000 habitants en 1952 à plus de 350.000 en 1967.

80 % de la population en 1963 est agricole. Cela signifie que la grosse majorité des réfugiés palestiniens sont des paysans déracinés. Dans la Transjordanie les zones de culture sont celles qui sont proches de la vallée du Jourdain et la région d'Irbid est une région agricole (céréales, élevage).

Les conditions de vie se rapprochent de celles des pays voisins (Irak et Arabie). En 1964, il est signalé des tentatives de créer une petite industrie avec l'aide d'organismes internationaux, pour essayer de résoudre le problème des réfugiés. Les seules industries signalées à cette époque sont celles des pays au début de leur industrialisation, huileries, raffineries, tanneries, fromageries, textiles, meubles, cigarettiers, une raffinerie de pétrole et quelques mines (phosphates). En 1963 la totalité de la Jordanie comprendrait 1.000 petites usines et ateliers artisanaux. S'il y a eu un développement industriel, il aurait plutôt porté sur Akaba à l'opposé d'Irbid, sur la Mer Rouge ; cette ville n'a jamais été mentionnée dans les troubles de 1970.

Pour situer le niveau d'industrialisation, la consommation d'énergie est une bonne référence ; voici

le taux par habitant, en kg d'équivalent charbon de l'énergie utilisée en 1969 :

Jordanie : 300 — Irak : 573 — Inde : 171
Yougoslavie : 1202 — Japon : 1954 — Israël : 2248.
Le reste de l'équipement de la Jordanie confirme cette situation de pays non industrialisé. Par exemple, le parc total des voitures en 1969 est de 11.200 touristes et de 7.800 utilitaires (on ne sait pas si cela comprend les camions militaires et les chars de la Légion Arabe).

Dire que 80 % de la population est agricole ne signifie pas que les 20 % soient des ouvriers : il faut y inclure les artisans, nombreux dans les pays agricoles (qui peuvent employer eux-mêmes des ouvriers), l'armée, la police, les fonctionnaires, etc...

D'autre part, entre le prolétariat lié à l'agriculture et à l'artisanat d'une part, et le prolétariat industriel d'autre part, il y a des différences énormes en termes de lutte de classes. Les premiers revendiqueront la propriété, les autres la gestion. Ils peuvent lutter contre le même ennemi de classe, mais pour des fins totalement différentes qui les opposeront quelques mois plus tard (exemple de la Révolution de 1848 en France).

Si les soviets d'Irbid ont existé, ils ont certainement eu, dès l'origine (et conservé ensuite) une base locale sans prendre aucunement le caractère de conseils ouvriers. Il est possible qu'ils se soient substitués à l'autorité des féodaux ou des fonctionnaires de la monarchie. Il est vraisemblable également que ceux qui en ont fait partie, appartenaient soit aux notables ayant un certain pouvoir économique, soit aux combattants de la résistance palestinienne. L'exemple de ce qui s'est passé en Algérie peut donner une indication de ce que peuvent être des organismes d'administration locale mis en place par une lutte de libération nationale.

Il importe d'insister sur l'essentiel qui est bien rarement abordé. Le contenu d'un conseil, son rôle, son fonctionnement, sont entièrement définis par la société dans laquelle il se crée. Ce n'est pas une volonté des hommes (quelles que soient leurs bonnes intentions) qui règle tout cela. Dans un pays non développé,

une gestion ouvrière et le socialisme sont impossibles, si cet état nouveau est limité à un seul pays, le reste du monde gardant son mode de production capitaliste. Le problème qui se pose ici est celui que l'on aborde en analysant la nature de la révolution russe, du régime chinois ou des collectivités espagnoles.

NATIONALISME, POLITIQUE ET LUTTE DE CLASSES

« Le Monde », porte parole d'un groupe capitaliste, déplorait que l'élection de Bordeaux fasse arbitrer à travers deux hommes, le choix entre deux clans capitalistes américains : celui où se trouve Ford, et celui des Kennedy.

Comme toujours, les enjeux importants de la politique en France se rattachent à la compétition impérialiste internationale. Après le gaullisme, qui avait marqué une tentative d'une orientation plus nationaliste du capitalisme français, le gouvernement Pompidou est un dosage entre les intérêts économiques français et pro-américains.

La même compétition électorale de Bordeaux a fait ressortir les divergences et les convergences entre le P.S.U., la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière sur le désistement en faveur du Parti Communiste. Un des points fondamentaux de ce débat c'est un vétéran trotskiste de la quatrième internationale, Franck, qui l'expose dans ROUGE (n° 78 - 7-9-70 - p. 8) avec une petite note au bas d'un article sur la polémique Ligue Communiste-Lutte Ouvrière au sujet de la résistance : « Lutte Ouvrière reconnaît l'U.R.S.S. comme un état ouvrier qu'il faut défendre ». Ainsi toutes les considérations des trotskistes aboutissent toujours, malgré toutes les nuances qu'ils peuvent y mettre, au soutien du national communisme et c'est là le sens réel du désistement pour le P.C. sur lequel tout le monde a fini par se mettre d'accord. En toute inconséquence d'ailleurs, puisqu'au nom de l'unité ouvrière, les partisans de ce soutien sont prêts à se faire massacrer par ce type de fascisme stalinien ou post-stalinien.

Le Nouvel Observateur du 24-30-8-70 publiait une longue lettre d'un vieux militant du P.C. « pourquoi je n'accepte pas Marchais... un homme qui n'incarne pas le passé d'héroïsme et de sang du P.C. dans la résistance » ; et d'ajouter que c'est « un problème de moralité politique » ; tout ça parce que Marchais serait allé travailler comme S.T.O. en Allemagne. Ainsi un militant du parti a pu accepter toutes les répressions que la Russie a pu faire subir à tous les mouvements ouvriers, toutes les volte-face politiques de l'U.R.S.S., et rompre finalement la discipline du parti *uniquement* sur un problème de nationalisme, de patriotisme. Cela donnera la mesure de la composition du parti communiste qui s'appuie sur les éléments petits bourgeois et patriotards. C'est plus qu'une ironie de l'histoire qu'au

moment où se déroule cet affrontement sur la résistance et les brevets du patriotisme, l'U.R.S.S. conclut un accord économique important avec l'Allemagne de l'Ouest. Le « révisionnisme » est aussi la fin de l'antnazisme, et les « révisos » pactisent doublement avec l'ennemi : le capitalisme occidental et allemand de surcroît.

Qu'à ce moment même et après cinquante ans de cette peste nationaliste rouge, les mouvements maoïstes, et particulièrement la Gauche Prolétarienne, axent leur propagande sur ces thèmes de la Collaboration et de la Résistance, nous paraît bien significatif. Cela ne peut que développer ce courant réactionnaire et redonner vigueur au même national communisme : simplement on substitue la Chine à la Russie. Evidemment, pour recruter dans les rangs du P.C. (précisément sensibilisé par ces problèmes de patrie, de résistance, etc), les maoïstes doivent ressortir Tillon de sa tombe, lequel « auréolé d'un passé de légende » est hissé comme symbole de « la nouvelle résistance » (seul Lutte Ouvrière a rappelé les massacres de Sétif en 1945, couverts par Tillon ministre de l'Air). Il est particulièrement édifiant de voir beaucoup de jeunes, affichant des positions internationalistes, venus de groupes divers, y compris anarchistes, se retrouver sous le drapeau de divers groupes maoïstes, et lancer ainsi des proclamations du plus beau style nationaliste. Tout cela découle finalement d'une même conception du parti dirigeant, de l'avant-garde. Tous ces affrontements descendent au niveau des travailleurs qui, au cours de leurs luttes, se trouvent sollicités à s'engager dans une voie ou dans une autre ; les mêmes intérêts nationalistes ou impérialistes se dissimulent derrière la phraséologie des positions ou temporisatrices ou aventuristes, selon les besoins du moment de chaque organisation (ouvrière bien sûr). Entre F.O. et la C.F.D.T. à la remorque du camp américain, la C.G.T. et différents groupuscules qui s'alignent sur le nationalisme russe, les maoïstes déifiant le nationalisme chinois, les conflits entre impérialistes viennent solliciter les travailleurs et tenter de récupérer leurs luttes pour le renforcement de telle ou telle organisation, ou le soutien de telle ou telle politique. Le seul point positif est la rupture du monopole d'expression du P.C. Mais cela suffit-il à amener une véritable ouverture puisque celle-ci se fait à travers les mêmes thèmes réactionnaires. Cela rejoint la discussion sur les rapports entre organisation et mouvement ouvrier que nous reprendrons ailleurs.

PERSPECTIVES DE LA " GAUCHE " et PERSPECTIVES SYNDICALES

Le « Défi Américain » de J.J. Servan-Schreiber (1) (homme de « gauche » mendésiste, ex-directeur de l'Express, hecdo porte parole de la banque Lazard, liée elle-même à la haute finance anglaise et américaine) précise à quelle condition la « gauche » peut espérer être le porte-drapeau d'un redressement européen.

« LA CONDITION FONDAMENTALE » (en italique dans le texte) « du redressement pour une société industrielle, est un très haut degré d'intégration sociale. Une sorte de pacification ou du moins une absence de guerre civile que permet une forte adhésion du corps social aux nécessités du changement » (p. 222)

Autrement dit, c'est parce que les travailleurs américains se sont laissés faire que le capitalisme américain est si puissant. Il faut donc trouver en Europe ce qui peut amener les travailleurs à se laisser faire :

« Pour éviter tout ce qui pourrait susciter la révolte, légitime, de groupes sociaux victimes du changement, il faut s'appuyer sur des valeurs et des forces politiques qui à la fois préservent l'originalité de l'Europe et soient les plus aptes à promouvoir les adaptations à la croissance... (cela) conduit à souligner la valeur d'avenir des idées traditionnelles appartenant à ce qu'on appelle en Allemagne et en Scandinavie, la social-démocratie, en Angleterre le travaillisme ; et dans les pays latins, la gauche... » (p.222)

(1) Un de ses ancêtres, E. Schreiber avait publié en 1914 un livre « Croquis Américains » réédité en 1918 sous le titre « L'Exemple Américain » - La famille a de la suite dans ses intérêts.

Quand on sait le rôle que la social-démocratie a joué dans l'Allemagne de 1914 à 1930, en Angleterre à diverses reprises, en France sous Blum, Mollet, on peut être rassuré : la prospérité du capitalisme, c'est bien la répression du mouvement ouvrier par des méthodes toujours plus adaptées. C'est d'ailleurs bien précisé :

« La « gauche » dont il s'agit aurait pour ambition principale de mettre fin aux conflits qui déchirent et aux divisions qui retardent la société française » (p.224). Par quelle méthode ? Celle de Noske, ou celle de Blum en 36, ou de Mollet en 56 ?

On peut rapprocher de ce programme :

— les apologies récentes et orchestrées (jusques et y compris des publications anarchistes) qui ont accompagné la sortie d'un film sur juin 36 et dans lesquelles

ce serviteur fidèle du capitalisme (notamment britannique) fut présenté comme « un homme de bonne volonté, dépassé par les événements ».

— les tentatives diverses de regroupement de la « gauche » légale et parlementaire jusque et y compris le P.S.U., la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière (pour ne pas parler de l'A.J.S. qui dialogue directement avec les J.C.).

— le « new Ccok » du P.C.F. auquel l'orientation présente de la bureaucratie russe (à l'intérieur et à l'extérieur) permet de découvrir plus clairement son caractère social-démocrate appuyé sur les classes moyennes modernes et d'affirmer clairement sa vocation légale à la gestion du système capitaliste.

NATIONALISME ET SOCIALISME

par PAUL MATTICK

Le texte suivant a été publié en septembre 1959 dans THE AMERICAN SOCIALIST, et, dans sa traduction française, à l'occasion d'un débat entre NOIR ET ROUGE et un groupe communiste de Conseils de Paris, il a été écrit à propos de la guerre d'Algérie, mais il n'a aucunement perdu de son actualité pour n'importe quelle lutte de « libéralisme » dans un cadre national.

Qu'elles soient soudées par l'idéologie, par les conditions objectives, ou par la combinaison habituelle des deux, les Nations sont des produits d'un développement social. Il n'y a pas plus de raison de chérir ou de maudire le tribalisme ou, pour la même raison, un cosmopolitisme idéal. La nation est un fait pour ou contre lequel on lutte, suivant les circonstances historiques et leurs implications pour les populations et, à l'intérieur de ces populations pour les différentes classes.

L'Etat national moderne est à la fois produit et condition du développement capitaliste. Le capitalisme tend à détruire les traditions et les particularités nationales en étendant son mode de production partout dans le monde. Cependant, quoique la production mondiale, et quoique le « vrai » marché capitaliste soit le marché mondial, le capitalisme surgit dans certaines nations plus tôt que dans d'autres, trouva des conditions plus favorables dans certains endroits, y réussit mieux, et combina ainsi des intérêts capitalistes spéciaux avec des besoins nationaux particuliers.

« Les nations progressives » du dernier siècle furent celles où se produisit un développement capitaliste rapide ; « les nations réactionnaires » furent celles où les rapports sociaux entravèrent le développement du mode capitaliste de production. Parce que le « proche avenir » appartenait au capitalisme, et, parce que le capitalisme est la condition préalable du socialisme, les socialistes non-utopistes favorisèrent le capitalisme comme opposé aux vieux rapports sociaux de production, et saluèrent le nationalisme dans la mesure où il pouvait hâter le développement capitaliste. Sans l'admettre ouvertement, ils n'étaient pourtant pas loin d'accepter l'impérialisme capitaliste comme moyen d'en finir avec la stagnation et le retour des contrées non-capitalistes, d'orienter ainsi leur développement dans des voies progressives. Ils étaient favorables aussi à la disparition des petites nations incapables de développer l'économie sur une grande échelle, et à leur absorption par des entités nationales plus larges, capables de développement capitaliste. Ils soutenaient cependant les petites « nations progressives » contre les grands pays réactionnaires et si elles étaient absorbées par ces derniers, firent cause commune avec les mouvements de libération nationale. A aucun moment et en aucune occasion cependant, le nationalisme n'était considéré comme objectif socialiste ; il n'était accepté que comme instrument d'un progrès social qui, ensuite, aboutirait finalement à l'internationalisme socialiste.

Le « monde capitaliste » du siècle dernier, c'était le

capitalisme occidental. La question nationale se posait à propos de l'unification de pays comme l'Allemagne et l'Italie, de la libération de nations opprimées comme l'Irlande, la Pologne, la Hongrie, la Grèce et de la consolidation d'états « synthétiques » comme les Etats-Unis. C'était aussi le monde du socialisme, un monde limité, vu du XXème siècle. Alors que les questions nationales qui agitaient le mouvement socialiste au milieu du XIXème siècle étaient ou bien résolues, ou bien en voie de l'être et avaient en tout ce cessé d'avoir une réelle importance pour le socialisme occidental, le mouvement révolutionnaire du XXème siècle, élargi au monde entier, posait de nouveau la question du nationalisme. Ce nouveau nationalisme, qui secoue la domination occidentale et institue les rapports de production capitaliste et l'industrie moderne dans des régions encore sous-développées, est-il toujours une force « progressive » comme l'était le nationalisme d'antan ? Ces aspirations nationales coïncident-elles en quoique ce soit avec les aspirations socialistes ? Hâtent-elles la fin du capitalisme en affaiblissant l'impérialisme occidental ou bien injectent-elles une vie nouvelle au capitalisme en étendant au globe entier son mode de production ?

La position du socialisme du XIXème siècle, vis à vis du nationalisme ne consistait pas seulement à préférer le capitalisme à des systèmes sociaux plus statiques. Les socialistes intervenaient dans les révolutions démocratico-bourgeoises qui étaient aussi nationalistes ; ils appuyaient les mouvements de libération nationale des peuples opprimés parce qu'ils se présentaient sous des formes démocratico-bourgeoises, parce qu'aux yeux des socialistes, ces révolutions nationales démocratico-bourgeoises n'étaient plus des révolutions strictement capitalistes. Elles pourraient être utilisées, sinon à installer le socialisme lui-même, du moins à favoriser la croissance de mouvements socialistes et à lui assurer de meilleures conditions.

Cependant, à la fin du siècle, c'est l'impérialisme, non le nationalisme, qui était à l'ordre du jour. Les intérêts allemands « nationaux » étaient devenus des intérêts impérialistes rivalisant avec les impérialismes d'autres pays. Les intérêts « nationaux » français étaient ceux de l'empire français, comme ceux de Grande Bretagne étaient ceux de l'empire britannique. Le contrôle du monde et le partage de ce contrôle entre les grandes puissances impérialistes déterminaient des politiques « nationales ». Les guerres « nationales » étaient des guerres impérialistes culminant en guerres mondiales.

On considère généralement que la situation russe, au commencement du XXème siècle, était en bien des points similaire à la situation révolutionnaire de l'Europe occidentale du milieu du XIXème siècle. L'attitude positive des premiers socialistes à l'égard des révolutions nationales bourgeoises s'appuyait sur l'espoir, sinon sur la conviction, que l'élément prolétarien, dans ces révolutions, dépasserait le but limité de la bourgeoisie. Pour Lénine, la bourgeoisie russe n'était plus capable d'accomplir sa propre révolution démocratique de sorte que la classe ouvrière était appelée à accomplir la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne à travers une série de changements sociaux qui constitueraient une « révolution permanente ». En un sens, la nouvelle situation semblait répéter sur une plus grande échelle, la situation révolutionnaire de 1848. Au lieu des alliances d'autrefois, limitées et temporaires, entre mouvements démocratico-bourgeois et internationalisme prolétarien, il existait maintenant à l'échelle mondiale, un ensemble de forces révolutionnaires de caractère à la fois social et national, qui devraient être entraînés au-delà de leurs objectifs restreints vers des fins prolétariennes.

Un socialisme international consistant, comme celui de Rosa Luxemburg, par exemple, s'opposait à « l'autodétermination nationale » des Bolchevicks. Pour elle, l'existence de gouvernements nationaux indépendants n'altéreraient pas le fait qu'ils seraient contrôlés par les puissances impérialistes puisque ces dernières dominaient l'économie mondiale. Jamais on ne pourrait lutter contre le capitalisme impérialiste, ni l'affaiblir, en créant de nouvelles nations : mais seulement en opposant au supra-nationalisme capitaliste l'internationalisme prolétarien. Naturellement, l'internationalisme prolétarien ne peut empêcher et n'a aucune raison d'empêcher les mouvements de libération nationale contre la domination impérialiste. Ces mouvements appartiennent à la société capitaliste, exactement comme son impérialisme. Mais « utiliser » ces mouvements nationaux pour des buts socialistes ne pouvait signifier autre chose que les débarrasser de leur caractère nationaliste et les transformer en mouvements socialistes, orientés vers l'internationalisme.

La première guerre mondiale produisit la Révolution russe, et, quelles qu'aient été ses intentions primitives, elle fut et resta une révolution nationale. Bien qu'elle attendit de l'aide de l'étranger elle n'en apporta jamais aux forces révolutionnaires de l'extérieur, excepté lorsque cette aide lui fut dictée par les intérêts russes nationaux. La 2ème guerre mondiale et ses séquences amenèrent l'indépendance pour l'Inde et le Pakistan, la Révolution chinoise, la libération de l'Asie du Sud-Est, et l'autodétermination pour quelques nations d'Afrique et du Moyen-Orient. A première vue, cette renaissance du nationalisme contredit à la fois la position de R. Luxemburg et celle de Lénine, sur la « question nationale ». Apparemment, l'époque de l'émancipation nationale n'est pas terminée, et il est évident que le courant de plus en plus fort contre l'impérialisme ne sert pas les fins socialistes révolutionnaires à l'échelle mondiale.

Ce que révèle réellement ce nouveau nationalisme, ce sont les changements structurels de l'économie capitaliste mondiale et la fin du colonialisme du XIXème siècle. Le « fardeau de l'homme blanc » est devenu un fardeau réel au lieu d'une aubaine. Les profits de la domination coloniale diminuent tandis que le coût de l'empire augmente. Sans doute des individus, des corporations, et même des gouvernements, s'enrichissent encore par l'exploitation coloniale. Mais ceci n'est plus dû qu'à des conditions spéciales, contrôle de ressources pétrolières concentrées, découvertes de grands gisements d'uranium, etc... plutôt qu'au pouvoir général de faire des opérations profitables dans les colonies et autres contrées dépendantes. Les taux de profit exceptionnels d'autrefois sont tombés aujourd'hui au niveau de taux de profit « normal ». Lorsque le profit reste

exceptionnellement élevé, c'est surtout dû aux subsides gouvernementaux. En général, le colonialisme ne paye plus, de sorte que, c'est en partie le principe du profit lui-même qui invite à reconsidérer le problème de la domination impérialiste.

Deux guerres mondiales ont plus ou moins détruit les vieilles puissances impérialistes. Mais elles n'ont pas amené la fin de l'impérialisme qui, tout en prenant de nouvelles formes et expressions, maintient le contrôle économique et politique des nations fortes sur les faibles. Un impérialisme indirect paraît plus riche en promesses que le colonialisme du XIXème siècle ou sa renaissance tardive dans la politique russe des satellites. Naturellement, l'une n'exclut pas l'autre, et on voit des considérations stratégiques réelles ou imaginaires porter les Etats-Unis à contrôler Okinawa, et l'Angleterre, Chypre. Mais en général, un contrôle indirect peut être supérieur à un contrôle direct, de même que le système du travail salarié s'est montré supérieur au travail des esclaves. Seule dans l'hémisphère Ouest, l'Amérique n'a pas été une puissance impérialiste dans le sens traditionnel. Elle s'est assurée le bénéfice du contrôle impérial, plus par la « diplomatie du dollar » que par l'intervention militaire directe. En tant que puissance capitaliste la plus forte, l'Amérique espère dominer à sa manière les régions non soviétiques du monde.

Aucune des puissances européennes n'est de force aujourd'hui à s'opposer à la dissolution complète de son empire, si ce n'est avec l'aide américaine. Mais cette aide soumet ces nations tout comme leurs possessions étrangères, à la pénétration et au contrôle américains. Héritant de ce qu'abandonne l'impérialisme et son déclin, les Etats-Unis n'éprouvent pas le besoin de voler au secours de l'impérialisme ouest-européen à moins qu'un tel secours ne frustre le bloc oriental. « L'anti-colonialisme » n'est pas une politique américaine délibérément voulue pour affaiblir les alliés occidentaux, — bien qu'en fait elle les affaiblisse — mais a été choisie dans la perspective de renforcer le « monde libre ». Il est certain que cette perspective compréhensive, couvre de nombreux intérêts spéciaux plus étroits, ce qui donne à « l'anti-impérialisme » américain son caractère hypocrite et conduit à penser qu'en s'opposant à l'impérialisme des autres nations, l'Amérique développe le sien.

Privés de possibilités impérialistes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, n'ont plus de politique indépendante. Le déclin progressif des Empires français et britannique a fait de ces nations des puissances de second ordre. En même temps, les aspirations nationales des régions moins développées et plus faibles, ne peuvent se réaliser que si elles entrent dans les plans de conquête des impérialismes dominants. Quoique la Russie et les Etats-Unis se partagent la suprématie mondiale, ces pays moins importants s'efforcent néanmoins de défendre leurs intérêts spécifiques et d'influencer quelque peu la politique des super-grands. L'opposition et les contradictions internationales de ces deux grands niveaux permettent aussi à des nations nouvellement apparues comme la Chine et l'Inde, un degré d'indépendance qu'elles n'auraient pu atteindre sans cela. Sous le couvert de la neutralité, une petite nation comme la Yougoslavie par exemple peut quitter un bloc de puissances pour retourner à l'autre. Les pays indépendants moins faibles peuvent soutenir leur indépendance, comme on le voit, grâce uniquement au conflit majeur entre la Russie et les Etats-Unis.

L'érosion de l'impérialisme occidental, dit-on, crée un vide du pouvoir dans les régions jusqu'alors subjuguées. Si le vide n'est pas comblé par l'Ouest, il le sera par la Russie. Bien sûr, ni les représentants du « nouveau nationalisme » ni ceux du « vieil impérialisme » ne comprennent cette sorte d'affirmation, puisque le nationalisme se substitue à l'impérialisme, aucun vide ne se produit. Ce qu'il faut entendre par « vide »

c'est que « l'auto-détermination nationale » des pays sous-développés les laisse à la merci d'une « agression communiste » intérieure et extérieure, à moins que l'Ouest ne garantisse leur « indépendance ». En d'autres termes, l'auto-détermination nationale n'inclut pas le libre choix de ses alliés, quoiqu'elle implique parfois une préférence à l'égard de la « protection » des puissances occidentales.

« L'indépendance » de la Tunisie et du Maroc, par exemple, est reconnue aussi longtemps que l'indépendance à l'égard de la France implique la loyauté, non envers la Russie, mais envers le Bloc occidental dominé par l'Amérique.

Dans la mesure où elle peut encore exercer dans le monde des deux blocs, l'auto-détermination nationale est une expression de la « guerre froide », une impasse politico-militaire. Mais la tendance du développement n'est pas vers un monde composé de nations nombreuses, chacune indépendante et vivant dans la sécurité, mais vers la désintégration des nations faibles, c'est-à-dire vers leur « intégration » à l'un ou à l'autre bloc. Sans doute, la lutte pour l'émancipation nationale à l'intérieur des rivalités impérialistes permet à certaines contrées d'exploiter la lutte pour le pouvoir entre l'Est et l'Ouest. Mais ce fait lui-même tend à limiter leurs aspirations nationales puisqu'un accord ou une guerre, entre l'Est et l'Ouest mettrait fin à leurs possibilités de manœuvre entre les deux blocs. Et tandis que la Russie qui n'hésite pas à détruire tout essai de l'auto-détermination nationale réelle dans les pays qui sont sous son contrôle direct, est prête à appuyer toute auto-détermination nationale dirigée contre la domination occidentale, l'Amérique qui réclame l'auto-détermination pour les satellites de la Russie, n'hésite pas à pratiquer dans le Moyen-Orient ce qu'elle abhorre en Europe Orientale. En dépit des révolutions nationales et de l'auto-détermination, l'époque de l'émancipation nationale est pratiquement dépassée. Ces nations peuvent conserver une indépendance formelle ne les libérant pas de la domination économique et politique de l'Ouest. Elles ne peuvent échapper à cette suprématie qu'en acceptant celle de la Russie, en se plaçant à l'intérieur du bloc Oriental.

Les révolutions nationales dans les régions retardées du point de vue capitaliste, sont des essais de modernisation par l'industrialisation, soit qu'elles expriment simplement une opposition au capital étranger, soit qu'elles tendent à changer les rapports sociaux existants. Mais tandis que le nationalisme du XIX^{ème} siècle était un instrument de développement du capital privé, le nationalisme du XX^{ème} siècle est essentiellement un instrument de développement du capitalisme d'Etat. Et tandis que le nationalisme du siècle dernier, créait le libre marché mondial et le degré d'indépendance économique possible à l'intérieur du capitalisme privé, le nationalisme actuel, porte de nouveaux coups à un marché mondial déjà en voie de désagrégation et détruit ce degré d'intégration internationale « automatique » qu'avait engendré le mécanisme du marché libre.

Derrière les mouvements nationalistes, il y a, bien sûr, la pression de la pauvreté, qui devient de plus en plus explosive à mesure qu'augmente la différence entre nations pauvres et riches. La division internationale du travail telle qu'elle est déterminée par la formation du capital privé implique l'exploitation des contrées les plus pauvres par les plus riches et la concentration du capital dans les pays capitalistes avancés. Le nouveau nationalisme s'oppose à la concentration du capital déterminée par le marché, de manière à assurer l'industrialisation des pays sous-développés. Dans les conditions actuelles cependant, l'organisation de la production capitaliste sur un plan national augmente sa désorganisation à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, entreprise privée et contrôle gouvernemental opèrent simultanément dans chaque pays capitaliste, et dans le monde entier. De sorte qu'existent côte à côte la concurrence générale la plus âpre, la subordination de la concurrence

privée à la concurrence nationale la plus impitoyable, et la subordination de la concurrence nationale aux exigences supranationales de la politique des blocs.

A la base des aspirations nationales et des rivalités impérialistes, se trouve le besoin réel d'une organisation mondiale de la production et de la distribution, au profit de l'humanité dans son ensemble. Premièrement, comme le géologue K. F. Mather l'a fait remarquer, parce que la « terre est faite beaucoup plus pour être occupée par des hommes organisés à l'échelle mondiale, pouvant pratiquer au maximum à travers le monde entier le libre échange des matières premières et des produits finis, que par des hommes qui s'entêtent à élever des barrières entre régions, même si ces régions sont de grands pays ou des continents entiers ». Deuxièmement parce que la production sociale ne peut se développer pleinement, et libérer les hommes du besoin et de la misère que par la coopération internationale, sans égards aux intérêts nationaux particuliers. Le progrès du développement industriel est fondé sur l'interdépendance inévitable. Si elle n'est pas acceptée et utilisée à des fins humaines, une lutte interminable entre nation, pour la domination impérialiste, produira par suite de l'incapacité à réaliser à l'échelle internationale ce qui a été réalisé ou est en voie de l'être sur le plan national : l'élimination partielle ou totale de la compétition capitaliste.

Malgré l'élimination du capital privé ou sa réglementation restrictive, les antagonismes de classe subsistent dans tous les pays, par suite, la nationalisation du capital ayant laissé intacts les rapports de classes, il est impossible d'échapper à la compétition internationale ; la défense d'un pays et sa force croissante signifie en réalité la défense et la reproduction de nouveaux groupes dirigeants. « L'amour de la patrie socialiste » dans les pays communistes, le désir de se faire une place comme on le voit dans les pays de gouvernements à économie « socialiste » et l'auto-détermination nationale, dans les contrées autrefois subjuguées, signifie l'existence et la montée de nouvelles classes dominantes liées à l'existence de l'Etat national.

Alors qu'une attitude positive à l'égard du nationalisme trahit un manque d'intérêt pour le socialisme, la position socialiste sur le nationalisme est manifestement inefficace tout comme les pays qui en oppriment d'autres. Une position anti-nationaliste intransigeante semble, tout au moins indirectement, appuyer l'impérialisme. Cependant, l'impérialisme fonctionne grâce à ses propres ressorts, indépendamment des attitudes socialistes à l'égard du nationalisme. Bien plus, les socialistes n'ont pas pour rôle de fomenter les luttes pour l'autonomie nationale ; comme l'ont démontré les mouvements de « libération » qui ont surgi dans le sillage de la seconde guerre mondiale. Contrairement aux espoirs d'autrefois, le nationalisme ne put être utilisé à des fins socialistes et il ne fut pas un bon moyen stratégique pour hâter la fin du capitalisme.

Au contraire, le nationalisme détruit le socialisme, en l'utilisant à des fins nationalistes.

Ce n'est pas le rôle du socialisme de soutenir le nationalisme, même quand celui-ci combat l'impérialisme. Combattre l'impérialisme sans affaiblir simultanément le nationalisme, ce n'est autre chose que combattre certains impérialistes et en appuyer d'autres, car le nationalisme est nécessairement impérialiste ou illusoire. Appuyer le nationalisme arabe, c'est s'opposer au nationalisme juif ; appuyer ce dernier, c'est lutter contre le premier, car il est impossible de soutenir un nationalisme sans soutenir aussi des rivalités nationales, l'impérialisme et la guerre. Etre un bon nationaliste indien, c'est combattre le Pakistant ; être un vrai pakistantais, c'est détester l'Inde. Ces deux pays récemment « libérés » se préparent à la lutte pour des territoires litigieux et soumettent leur développement à l'action destructive de l'économie de guerre capitaliste.

Et ainsi de suite : « libérer Chypre de la domination anglaise tend seulement à ouvrir une nouvelle bataille pour Chypre entre Grecs et Turcs et ne supprime pas le contrôle occidental sur la Turquie et la Grèce. « Libérer » la Pologne de la domination russe peut mener à une guerre avec l'Allemagne pour la « libération » des provinces allemandes aujourd'hui dominées par la Pologne, puis à de nouvelles luttes polonaises pour les territoires pris par l'Allemagne. Une indépendance réelle de la Tchécoslovaquie rouvrirait certainement la lutte pour la région des Sudètes, lutte qui entraînerait à son tour la lutte pour l'indépendance tchécoslovaque, et peut-être pour celle des Slovaques désireux de se séparer des Tchèques. Avec qui faut-il être ? Avec les Algériens contre les Français ? Avec les Juifs ? Avec les Arabes ? Avec les deux ? Où les juifs iront-ils pour faire place aux Arabes ? Que feront les réfugiés arabes pour cesser d'être un « mal » pour les Juifs ? Que faire d'un million de colons français menacés d'expropriation et d'expulsion quand la libération algérienne sera accomplie ? Des questions semblables se posent partout ; les Juifs y répondent pour les Juifs, les Arabes pour les Arabes, les Algériens pour les Algériens, les Français pour les Français, les Polonais pour les Polonais, et ainsi de suite, de sorte qu'elles demeurent non résolues et insolubles. Si utopique que puisse paraître la recherche d'une solidarité internationale dans cette mêlée des antagonismes nationaux et impérialistes, aucune autre route ne semble ouverte pour échapper aux luttes fratricides et parvenir à une société mondiale rationnelle.

Bien que les sympathies socialistes soient avec les opprimés, elles visent non les nationalismes qui surgissent doublement mais la condition des opprimés qui affrontent à la fois une classe de dirigeants indigènes et de dirigeants étrangers. Leurs aspirations nationales sont en partie des aspirations « socialistes » puisqu'elles renferment l'espérance illusoire des populations appauvries qui croient qu'elles amélioreront leurs conditions par

l'indépendance nationale. L'auto-détermination nationale n'a pas émancipé les classes laborieuses des pays avancés. Elle ne le fera pas non plus maintenant en Asie et en Afrique. Les révolutions nationales, l'algérienne, par exemple, apporteront peu aux classes inférieures, à part le droit de partager plus équitablement les préjugés nationaux.

Sans doute, c'est quelque chose pour les Algériens, qui ont souffert d'un système colonial particulièrement arrogant. Mais on peut prévoir les résultats possibles de l'indépendance algérienne en examinant le cas de la Tunisie et du Maroc, où les rapports sociaux existants n'ont pas changé, et où les conditions d'existence des classes exploitées n'ont pas été notablement améliorées.

A moins d'être un pur mirage, le socialisme renaîtra comme un mouvement international — ou pas du tout — En tous cas, et sur la base de l'expérience passée, ceux qui sont intéressés à la renaissance du socialisme, doivent souligner avant tout son caractère international. Si un socialiste ne peut devenir nationaliste, il n'en est pas moins un anti-colonialiste et un anti-impérialiste. Cependant, sa lutte contre le colonialisme n'implique pas son adhésion au principe d'auto-détermination nationale, mais exprime son désir d'une société socialiste internationale, une société sans exploitation. Si les socialistes ne peuvent s'identifier aux luttes nationales, ils peuvent en tant que socialistes, s'opposer à la fois au nationalisme et à l'impérialisme. Par exemple, le rôle des socialistes français n'est pas de lutter pour l'indépendance algérienne, mais de transformer la France en une société socialiste. Les luttes pour cet objectif aideraient certainement le mouvement de libération en Algérie et n'importe où, mais ce serait là une conséquence secondaire, et non la raison même de la lutte socialiste contre l'impérialisme nationaliste. Au stade suivant, l'Algérie devrait être « dénationalisée » et intégrée à un mode socialiste international.

CONTRIBUTION A LA DISCUSSION SUR LES LUTTES PALESTINIENNES

Des camarades de Montpellier

d'un camarade

QUAND LA VIEILLE TAUPE
MONTRE LE BOUT DE SON NEZ

AU MOIS DE SEPTEMBRE 1970, EN JORDANIE

Dans la crise des nationalités au Moyen-Orient, les Palestiniens étaient, plus que les autres, prisonniers de la lutte dite de libération nationale. Outre le fait que toute lutte de libération *nationale* est déjà une aberration, beaucoup de naïfs croyaient qu'il était encore possible de recréer un Etat palestinien souverain et pur de la même façon qu'on avait créé un Etat Hébreu et un Etat jordanien de toutes pièces avec les beaux résultats que l'on sait.

Le mois de Septembre vient de montrer enfin que les palestiniens ont transformé leur lutte dite de libération nationale en la déplaçant sur le terrain de la lutte de classe. La malheureuse initiative de Hussein pour briser les organisations dites de résistance a eu pour effet d'accélérer l'Histoire au Moyen-Orient .

Parqués comme du bétail dans des camps, les réfugiés palestiniens constituaient depuis des années d'excellents instruments d'exploitation politique pour les bourgeoisies arabes. Mais ils étaient à la fois nécessaires et indésirables. Depuis quelques mois en effet, les dirigeants arabes songeaient à les refouler de préférence vers les frontières d'Israël. Il fallait, disait-on élégamment que ces palestiniens « regagnent leurs bases ha-

bituelles et se regroupent dans les régions conformes à l'action des commandos ».

Mais ces sans-espoir commençaient depuis peu à s'apercevoir que leur objectif principal, à savoir leur réintégration dans leurs ex-territoires occupés, avait peu de chance de se réaliser dans un avenir proche, étant donné le formidable potentiel répressif de l'armée israélienne. Il leur fallait d'abord régler leur compte aux autorités jordaniennes qui les trouvaient par trop gênants.

A la faveur de ce désespoir, les chefs de file des organisations palestiniennes, dites de résistance, voyaient là l'occasion de s'assurer un avenir politique. Les conflits entre les différentes organisations reflétaient en partie les conflits entre les différentes tendances de la classe bureaucratique en gestation. ARAFAT et son FATE (dont le programme national petit-bourgeois est voisin de celui du F.L.N. vietnamien) et le F.P.L.P. (gauchisant) en tête engageaient la lutte pour le *pouvoir d'Etat* en Jordanie. Cette lutte approche de son paroxysme dans les premiers jours de septembre. Le C.C.R.F. (Comité Central de la Résistance Palestinienne) exige l'épuration de l'armée et de l'Etat royaliste tout en se préparant à le faire lui-même si possible. Le 12 septembre, Hussein, soutenu par des forces féodales, et surtout par les bédouins, déclare :

« Mon armée s'impatiente. Elle ne peut supporter
« longtemps que l'on baffoue l'autorité de l'Etat.
« Le Front (I.P.L.P.) a dépassé la mesure. Non con-
« tent d'établir un aéroport pirate sur mon terri-
« toire, il confectionne des cachets officiels, délivre
« des visas, règle la circulation sur les grandes rou-
« tes, détient des otages et engage des négociations
« avec les puissances étrangères. »

Le double pouvoir bureaucratique était déjà bien installé. Dès lors l'affrontement inévitable se produit. Mais à la surprise générale ce ne sont pas seulement les organisations bureaucratiques palestiniennes qui se lancent dans le combat, mais les masses palestiniennes et jordaniennes elles-mêmes. De ce fait il semble bien que la lutte pour le pouvoir politique bourgeois était sur le point d'être dépassée. D'ailleurs, pour ceux qui savent lire entre les lignes de la presse officielle (Le Monde, par ex.) un journaliste américain de NEWSWEEK fournit quelques renseignements intéressants. Selon lui, à Irbid, ville que les palestiniens occupent depuis le 21, des « comités populaires » sont élus pour remplacer « l'administration de la ville »... « tout en ayant une structure similaire à celle des soviets locaux formés par les bolcheviks dans les premières journées de la révolution russe, les comités semblaient représenter une réponse relativement spontanée aux événements locaux, sans influence de Moscou ou de Pékin... » Nous assistons cette semaine à la naissance de la première zone arabe libérée, commentait un chef des commandos. Vous pourriez l'appeler, et je préfère pour ma part ce terme : « le premier soviet arabe ».

Tout le monde sait bien sûr que les premiers soviets (conseils de travailleurs) n'ont pas été formés par les

bolchéviks mais qu'ils étaient d'abord et surtout les organes de la révolution prolétarienne, et qu'ils ont été ensuite récupérés puis anéantis par le parti léniniste. En Jordanie (pays relativement peu industrialisé) le contexte est très différent. A Irbid, un tel « soviet » semble d'ailleurs plus proche de la commune de Paris que des conseils ouvriers de 1917. La population y est organisée sur la base de la ville, des quartiers, des points stratégiques, car son premier but est évidemment *la défense*. Et l'on sait depuis 1871 que révolution sociale et défense de la révolution doit être un combat unitaire. La commune d'Irbid, apparemment, n'a pas eu le temps d'acquiescer une véritable autonomie et le prolétariat qui était là le seul maître, n'a peut-être pas eu pleinement conscience de son pouvoir. C'est du moins ce que l'on peut affirmer en fonction des trop maigres informations que l'on a reçues jusqu'à présent.

Cette commune, toutefois, n'a pas eu les faveurs des Etats qui l'entouraient, puisqu'elle en était la négation même. Elle ne devait pas être du goût des baasistes syriens qui ont retiré leurs troupes dès le 24, des baasistes irakiens qui ont laissé le passage à l'armée royaliste. Les uns et les autres ont préféré laisser écraser une révolution qu'ils redoutaient par dessus tout, et d'abord chez eux.

On connaît la suite : l'écrasement des révolutionnaires dans l'isolement le plus total.

Dans ce massacre, la complicité et les tripotouillages des Impérialistes sont apparus très nettement *aux yeux de tous*. En ce qui concerne l'Impérialisme U.S. l'affaire est désormais classique : il suffit qu'un prolétaire éternue quelque part dans le monde pour que l'armée U.S. se mobilise pour défendre ses petites marchandises (même si ici, en Jordanie, elles ne sont pas très rentables). Les impérialistes américains avaient d'ailleurs sous-estimé les capacités d'Hussein qui était lui-même sûr de l'aide des Sionistes en cas de grosse difficulté.

De son côté, l'Impérialisme bureaucratique a accompli logiquement sa sale petite besogne. Moscou a insisté auprès des baasistes syriens pour qu'ils retirent leurs blindés d'Irbid. Tout était tolérable et souhaitable pour les Staliniens (le statu-quo et autres plans Rodgers) sauf évidemment le processus de Révolution sociale qui était en cours dans le nord de la Jordanie.

La révolution palestinienne et jordanienne, étant donné son isolement et la capacité relative qu'elle avait de se débarrasser des bourgeois (et peut-être même de certains féodaux) déguisés en révolutionnaires, est provisoirement stoppée. Dans des conditions aussi défavorables elle ne pouvait vaincre immédiatement.

Aujourd'hui sur le cadavre de la commune palestinienne s'établit la négociation entre les chefs de file palestiniens et la monarchie Hachémite. Mais désormais au Moyen-Orient le spectre de la révolution sociale va hanter de plus en plus les bourgeoisies arabes et israéliennes. Le Coran et le chauvinisme sont de moins en moins opérants. Le mythe de la destruction de l'Etat

Hébreu par les Etats Arabes va commencer à s'effondrer. Il est bien évident que le prolétariat arabe n'aura pas à détruire l'Etat israélien, il devra laisser cette salutaire besogne au prolétariat israélien lui-même.

Malgré ses échecs sanglants, c'est la révolution prolétarienne qui continue son assaut final contre le vieux monde. Mais lorsque le prolétariat oublie ses *propres perspectives* (transformer le monde et changer la vie dans l'abolition des classes et de l'Etat) ou poursuit celles de la bureaucratie sous ses multiples variantes, il retarde fâcheusement sa victoire totale qui est aussi sa disparition en tant que classe. A Irbid, comme partout ailleurs, c'est le problème de l'organisation révo-

lutionnaire (c'est-à-dire l'organisation des travailleurs menant leur propre lutte radicale d'une façon totalement autonome) qui est posé. Ce sera le rôle de telles organisations (au Moyen-Orient), critique en actes du *spectacle* des fausses luttes d'accélérer cette prise de conscience. A Kronstad comme à Irbid, tout le pouvoir doit revenir à la commune prolétarienne ou aux conseils. Tout ce qui est en deça d'une telle perspective ne peut que servir que les petits maîtres de la marchandise et de l'Etat.

Montpellier, octobre 1970.

Réponse d'autres camarades

Il est certains mythes qui persistent durement et parmi les milieux révolutionnaires : le mythe de la potentialité révolutionnaire des états sous développés est un de ceux qu'il faut s'acharner à détruire sans cesse.

Avant d'analyser quelle signification révolutionnaire possède un mouvement, il est nécessaire d'étudier les conditions économiques dans lesquelles il se déroule. L'économie arriérée des pays du Moyen-Orient conditionne les formes et le contenu de toute lutte qui s'y mêle. Que signifie la création de soviets dans un pays où ils n'auraient rien d'autre à gérer que la misère ? Vu la dépendance de ces pays vis à vis du monde extérieur inchangé, la nécessité d'accumuler le capital pour développer une économie moderne ne peut être réalisée que par une surexploitation des travailleurs. Et cette nouvelle forme d'exploitation a des dirigeants tout trouvés et adaptés à jouer ce rôle, dans les organisations de libération palestinienne. Ce rôle ne peut évidemment pas être dévolué aux soviets. Dans ces conditions, une

lutte nationaliste ne peut que donner naissance à un état capitaliste.

Qu'une lutte dans un tel pays prenne des formes radicales d'organisation, ne signifie nullement que la lutte est passée sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Il y a certes lutte de classe, mais lutte des futures bureaucraties contre le pouvoir en place, pour s'y substituer. Et celles-ci utilisent le mécontentement et la combativité populaire dans des buts qui leurs sont propres et n'ont rien à voir avec ceux de la classe ouvrière. Même si ces formes de lutte peuvent avoir des répercussions dans d'autres pays, la lutte dans ces pays n'est pas déterminante ; elle reste tributaire de ce qui se passe dans les pays avancés.

Les autres réponses à ce texte se trouvent dans le résumé de la réunion des camarades de Paris, dans l'article suivant « Des soviets à Irbid », et le texte de Mattick.